



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC.

QUEBEC, SAMEDI, 22 MAI 1886.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

27

#### Nominations.

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 20 mai 1886.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en Conseil, de nommer MM. Wilfred Richer, bourgeois, Cléophas Dragon et Joseph Bonin, père, cultivateurs, tous trois de la paroisse de Saint-Denis, district de Saint-Hyacinthe, pour former un bureau local de santé dans la dite paroisse, sous l'autorité du chapitre 38 des statuts refondus du Canada.

1907

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 18 mai 1886.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. John Morin, Jean-Baptiste Saint-Jacques, Joseph Cyr, Dr. Pierre Zoël Mignaud et Théodule Neveu, commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Saint-Augustin, comté des Deux-Montagnes. Ancienne commission révoquée.

1875

### PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 22nd MAY, 1886.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

28

#### Appointments

##### SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 20th May, 1886.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, in Council, has been pleased to appoint Messrs. Wilfred Richer, gentleman, Cléophas Dragon and Joseph Bonin, senior, farmers, all three of the parish of Saint Denis, district of Saint Hyacinthe, to form a local board of health in the said parish, under the authority of chapter 38 of consolidated statutes of Canada.

1908

##### SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 18th May, 1886.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs. John Morin, Jean-Baptiste Saint-Jacques, Joseph Cyr, Dr. Pierre Zoël Mignaud and Théodule Neveu, commissioners for summary trial of small causes in the parish of Saint Augustin, county of Two-Mountains. Former commission revoked.

1876

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 17 mai 1886.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil, d'adjoindre M. Xavier Kennedy, de Douglastown, à la commission de la paix pour le district de Gaspé.

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 17 mai 1886.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil, de nommer Eugène Crépeau, écuyer, Conseil de la Reine, à la charge de membre de la section catholique du conseil de l'instruction publique. 1859

## Proclamation.

CANADA,  
PROVINCE DE  
QUÉBEC.  
[L. S.]

L. R. MASSON.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

L. O. TAILLON, } ATTENDU que Ovide Bossé,  
Proc. Gén. } Michel Caron, Thomas Z. Cloutier, écuyers, trois des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre dix-huit des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, dans et pour le diocèse catholique romain de Chicoutimi, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité du susdit acte, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Gédéon, dans le comté de Chicoutimi, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

“ Tout le territoire comprenant la partie sud-ouest, du canton Signai ; borné au nord par la petite décharge du lac Saint-Jean ; à l'ouest par le lac Saint-Jean ; au sud-ouest et au sud par la Belle Rivière, et partie par la ligne de séparation entre les rangs deux et C ; à l'est par la ligne qui sépare les lots Nos. vingt-cinq et vingt-six, dans le deuxième rang, par la ligne de séparation entre les lots Nos. vingt-deux et vingt-trois, dans le troisième rang, par la ligne qui sépare les lots Nos. dix-huit et dix-neuf, dans le quatrième et cinquième rang, puis par la ligne de séparation entre les lots Nos. vingt-cinq et vingt-six, dans le sixième rang, enfin, encore à l'est par le rang qui divise le rang dix, des rangs sept, huit et neuf, du dit canton de Signai. La dite paroisse de Saint-Gédéon, comprenant un territoire de forme irrégulière, formant une superficie de quinze mille sept cent quinze (15,715) acres, plus ou moins. ”

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les dites limites et bornes de la paroisse de SAINT-GEDEON ci-dessus décrites ; et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de SAINT-GEDEON décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions du susdit acte.

De tout ce que dessus Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont

## SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 17th May, 1886.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council has been pleased to associate Mr. Xavier Kennedy, of Douglastown, to the commission of the peace for the district of Gaspé.

## SECRETARY'S OFFICE

Quebec, 17th May, 1886.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council, has been pleased to appoint Eugène Crépeau, esquire, Queen's Counsel, to be a member of the catholic section of the council of the public instruction. 1860

## Proclamation.

Canada,  
Province of  
Quebec.  
(L. S.)

L. R. MASSON.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

L. O. TAILLON, } WHEREAS Ovide Bossé,  
Atty. Genl. } Michel Caron, Thomas Z. Cloutier, esquire, three of the commissioners duly appointed for the purposes of chapter eighteen of the consolidated Statutes for Lower Canada, in and for the roman catholic diocese of Chicoutimi, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Act, made to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Gédéon, in the county of Chicoutimi, in the said roman catholic diocese of Chicoutimi, to be as follows, that is to say :

All the territory comprising the south west portion of the township of Signai ; bounded to the north by the little discharge (*petite décharge*) of lake Saint John ; to the west by lake Saint John ; to the south west and to the south by the Belle Rivière and partly by the division line between ranges two and C ; to the east by the line which separates lots Nos. twenty five and twenty six, in the second range, by the division line between lots Nos. twenty two and twenty three, in the third range, by the line which separates lots Nos. eighteen and nineteen, in the fourth and fifth range, then by the division line between lots Nos. twenty five and twenty six, in the sixth range, finally, again to the east by the range which divides range ten from ranges seven, eight and nine, of the said township of Signai. The said parish of Saint Gédéon, comprising a territory of irregular outline, forming an area of fifteen thousand seven hundred and fifteen (15,715) acres more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents, do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of SAINT GEDEON aforesaid ; And We have erected and declared, and by these presents, erect and declare the said parish of SAINT GEDEON, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Act.

Of all which our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby

par les présentes requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre-Règne la quarante-neuvième.

Par ordre,

J. BLANCHET,  
Secrétaire.

1879

### Avis du Gouvernement.

#### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 20 mai 1886.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur par Joseph Evariste Odilon LaBadie, écuyer, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Augustin LaBadie, son père, en son vivant, notaire, de la dite cité de Montréal, en vertu des dispositions du Code du Notariat.

1891 PH. J. JOLICŒUR,  
Assistant-Secrétaire.

#### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 17 mai courant (1886), d'ordonner que le bureau des examinateurs de Stanstead, soit organisé en deux divisions, l'une Catholique Romaine et l'autre Protestante, et ce, conformément à la section 108 du chapitre 15 des Statuts refondus pour le Bas-Canada. 1861

#### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par un ordre en conseil, en date du 17 mai courant (1886), ériger en municipalité scolaire le "Canton Massé," dans le comté de Rimouski, avec les mêmes limites qui lui sont assignées comme tel canton. 1863

#### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Avis de demande de délimitation et d'érection de municipalité scolaire, en vertu de la 5e sec., 41 Vict., ch. 6.

Ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Sainte-Pudentienne," dans le comté de Shefford, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation en date du douze de janvier dernier (1886), et en plus l'annexion des lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, et la moitié ouest du lot No. 6, du premier rang de Roxton, et la partie du lot No. 1, qui ne fait pas déjà partie du village, et les lots Nos. 2, 3, 4 et 5, du deuxième rang de Roxton, la moitié sud des lots Nos. 1, 2, 3 et 4, du troisième rang de Roxton, le lot No. 1, du premier rang de Milton, les trois quarts du lot No. 2, du deuxième rang de Milton, et le lot No. 1, du troisième rang de Milton. 1871

required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, Member of Our Privy Council for Canada.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty six, and in the forty ninth year of Our Reign.

By command,

1880

J. BLANCHET,  
Secretary.

### Government Notices.

#### SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 20th May, 1886.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor by Joseph Evariste Odilon LaBadie, esquire, notary, of the city of Montreal, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Joseph Augustin LaBadie, his father, in his lifetime, notary, of the said city of Montreal, under the provisions of the Notarial Code.

1892 PH. J. JOLICŒUR,  
Assistant Secretary.

#### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by an order in council, dated 17th May instant, (1886), to order that the board of examiners of Stanstead, be organized into two divisions, the one Roman Catholic and the other protestant, and this, in conformity with section 108 of chapter 15 of the consolidated Statutes for Lower Canada. 1862

#### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by an order in council, dated the 17th May instant, (1886), to erect into a school municipality the "Township Massé," in the county of Rimouski, with the same boundaries which are assigned to it as a township. 1864

#### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Notice of application to bound and erect school municipalities in virtue of the 5th sect., 41 Vict. ch. 6.

To erect into a distinct school municipality under the name of "Village of Sainte Pudentienne," in the county of Shefford, with the limits assigned to it by proclamation dated the twelfth January last, (1886), and also the annexation of lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, and the west half of lot No. 6, of the first range of Roxton, and that part of lot No. 1, which does not already form part of the village, and lots Nos. 2, 3, 4 and 5, of the second range of Roxton, the south half of lots Nos. 1, 2, 3 and 4, of the third range of Roxton, lot No. 1, of the first range of Milton, the three quarters of lot No. 2, of the second range of Milton, and lot No. 1, of the third range of Milton. 1872



## ENCHÈRE.

## TERRES À PHOSPHATE.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de JUIN 1886, l'on procédera, à l'Hôtel de Ville de Hull, Province de Québec, à la vente par enchère d'une étendue d'environ 14,500 acres de terres, situées dans la région des Phosphates de chaux, comté d'Ottawa; le tout tel que désigné ci-après, et sujet aux conditions insérées plus bas :



## AUCTION.

## PHOSPHATE LANDS.

Notice is hereby given that about 14,500 acres of Public Lands, situated in the Phosphate region, in the county of Ottawa, Province of Quebec, will be offered for sale by public auction, at the City Hall, in the city of Hull, P. Q., on TUESDAY, the TWENTY SECOND day of the month of JUNE, 1886, as follows :

*Templeton.*

- R. 10, S.  $\frac{1}{4}$  7 (100), E.  $\frac{1}{4}$  11 (100).  
 " 11, 17 (200), N.  $\frac{1}{4}$  18 (100), 24 (200).  
 " 12, 9 (190), 10 (204).  
 " 12, S.  $\frac{1}{4}$  22 (118 $\frac{1}{2}$ ), S.  $\frac{1}{4}$  23 (117).  
 " 13, 9 (198), 18 (137), 20 (197), O.-W. pt. 21 (100).

*Augmentation de—Gore of Templeton.*

Lot 13 (124), 14 (131), 15 (139), 16 (138), 17 (138), 18 (138), 19 (137), 27 (126).

*Portland Est—East.*

- R. 3, E.  $\frac{1}{4}$  7 (100), O.  $\frac{1}{4}$ -W.  $\frac{1}{2}$ , 8 (100).  
 " 6, 19 (102), 20 (102), 21 (102),  
 " 7, 5 (92), 6 (99), 11 (99).  
 " 8, 29 (114), 1 (77), 2 (84), 7 (120), 8 (120).  
 " 9, 21 (97), 22 (93), 29 (93) 32 (93).  
 " 10, 2 (121), 3 (127), 4 (124).

*Portland Ouest—West.*

- R. 1, lot 2 (107), 4 (106), 25 (108), 26 (108), 27 (108).  
 " 2, " 10 (66), 25 (119), 30 (89).  
 " 3, " 14 (93), 15 (92), 16 (92).  
 " 8, " 21 (99).  
 " 9, " 15 (109).

*Wakefield.*

- R. 1, lot 11 (200), N.  $\frac{1}{4}$  24 (100).  
 " 2, " S.  $\frac{1}{4}$  10 (100).  
 " 3, " N.  $\frac{1}{4}$  12 (100), N.  $\frac{1}{4}$  13 (100).  
 " 5, " 10 (200), N.  $\frac{1}{4}$  24 (100).  
 " 6, " 26 (200).

*Bowman.*

- R. 2, lot 44 (88), 45 (83), 46 (81).  
 " 3, " 32 (82), 35 (100), 36 (100).  
 " 5, " 6 (40), 18 (100), 19 (100), 20 (100), 21 (100), 26 (100), 29 (100).  
 " 6, " A (100), 30 (100), 7 (100), 8 (100), 9 (100), 10 (100), 33 (100), 34 (100).  
 " 7, " 13 (100), 14 (100), 15 (100), 24 (100), 25 (100).  
 " 7, " 42 (28), 43 (36), 44 (45).

*Denholm.*

- R. 5, lot 8 (100).  
 " 7, " 4 (100).  
 " 8, " 1 (136), 4 (136), 5 (136), 7 (136), 9 (136), 10 (136), 11 (136), 12 (136), 13 (136), 14 (136),  
 15 (136), 16 (136), 17 (136).  
 " 8, " 21 (136), 22 (136), 24 (118), 25 (118), 26 (123).  
 " A, " 23 (55), 24 (55), 28 (66), 29 (74), 30 (62), 35 (118), 36 (126).

*Hincks.*

R. 14, lot 49 (86), 50 (86).

*Bigelow.*

- R. 1, lot 8 (115a).  
 " 2, " 2 (100a).  
 " 3, " 36 (101a).  
 " 6, " 5 (175a), 6 (167a), 7 (158a), 9 (161a) 10 (148a).

*Villeneuve.*

- R. 3, E.  $\frac{1}{4}$  5 (52a).  
 " 4, lot 1, (133a)  
 " 6, " 6 (89a).  
 " 7, E.  $\frac{1}{4}$  1 (62 $\frac{1}{2}$ a).

*Wells.*

- R. 1, lot 16 (74a), 17 (84a), 18 (97a).  
 " 2, " 11, partie en arrière—rear part (100a), 12, partie en arrière—rear part (100a).

*Derry.*

- R. 5, lot 1 (85a).  
 " 6, " 1 (100a) (109a).

La vente commencera à DEUX heures P. M. précises.  
La mise à prix sera de cinq piastres (\$5.00, par acre.

## CONDITIONS DE LA VENTE

Le prix d'achat devra être payé comptant au moment de l'adjudication, autrement ces lots seront immédiatement remis en vente.

L'acquéreur sera tenu de payer à qui de droit la valeur de toutes les améliorations existantes sur les terrains vendus à la date de l'achat.

Ces ventes seront aussi sujettes à toutes les dispositions contenues dans les lois et règlements concernant les mines, maintenant en force en cette Province.

L'on pourra se procurer, au département des terres de la Couronne, Québec, ou des agents des terres de la Couronne, à Montréal, Hull et Thurso, P. Q., la liste des lots qui devront être offerts en vente.

W. W. LYNCH,  
Commissaire.

Département des Terres de la Couronne, 1901  
Québec, 20 mai 1886.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

## AVIS

de demande d'annexions et de délimitations de municipalités scolaires, en vertu de la 5e sec., 41 Vict., ch. 6.

Distraire de la municipalité scolaire de Saint-Sébastien d'Aylmer, dans le comté de Beauce, les lots No. 1. jusqu'à celui No. 25 inclusivement, dans le neuvième rang du canton Gayhurst, et tous les lots formant le dixième rang du dit canton de Gayhurst, et de les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Samuel, de Gayhurst, dans le dit comté de Beauce.

1785 2

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

## AVIS

de demande de délimitations, etc., de municipalités scolaires, en vertu de la 5e section, 41 Vict., ch. 6.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alphonse de Granby, dans le comté de Shefford, les lots suivants, savoir : les lots Nos. 18, 17 et 16, du 6ème rang du township de "East Farnham," dans le comté de Brôme, ainsi que les lots Nos. 15, 16 et 17, du premier rang du township de Granby, (dit comté de Shefford), et le lot No. 14, aussi du premier rang du dit township de Granby, municipalité scolaire de Granby, et de les annexer pour les fins scolaires au township de "East Farnham," dans le dit comté de Brôme. Cette annexion devant prendre effet le 1er juillet (1886).

1807 2

## AVIS.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Détacher les lots Nos. 24, 25, 26, 27 et 28, du 1er rang, et les lots Nos. 25, 26, 27 et 28, du deuxième rang de la municipalité de Clarendon, comté de Pontiac, et les annexer à la municipalité du Portage du Fort, même comté pour fins scolaires.

1833 2

## EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de

Sale to commence at TWO o'clock, p. m., sharp.

Upset price, five dollars (\$5.00) per acre.

## [CONDITIONS OF SALE

The purchase money to be paid in full at the time of adjudication, otherwise the land will be immediately re-offered for sale.

The purchaser to pay for any real improvements existing on the lot or lots belonging to any other party.

The sales will also be subject to all the provisos contained in the laws and regulations concerning mines at present in force in this Province.

Lists containing numbers of lots to be sold, may be had on application to the department of Crown Lands, Quebec, or to the Crown Land agents, at Montreal, Hull and Thurso, P. Q.

W. W. LYNCH,  
Commissioner.

Department of Crown Lands, 1902  
Quebec, 20th May, 1886.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

## NOTICE

of application to annex and bound school municipalities, in virtue of the 5th sect., 41 Vict., ch. 6.

To separate from the school municipality of Saint-Sébastien d'Aylmer, in the county of Beauce, lots No. 1 to No. 25 inclusively, in the ninth range of the township of Gayhurst, and all the lots forming the tenth range of the said township of Gayhurst, and to annex the same for school purposes, to the municipality of Saint-Samuel de Gayhurst, in the said county of Beauce.

1786

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE

of application to erect school municipalities, in virtue of the 5th section, 41 Vict., ch. 6.

To detach from the school municipality of "St. Alphonse de Granby," in the county of Shefford, the following lots, to wit : Lots Nos. 18, 17 and 16, of the 6th range of the township of "East Farnham," in the county of Brôme, as well as lots Nos. 15, 16 and 17, of the first range of the township of Granby, (said county of Shefford), and lot No. 14, also of the first range of the said township of Granby, school municipality of Granby, and to annex them for school purposes to the township of "East Farnham," in the said county of Brôme. This annexation to take effect on the 1st July (1886.)

1808

## NOTICE.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach lots Nos. 24, 25, 26, 27 and 28, of the 1st range, and lots Nos. 25, 26, 27 and 28, of the second range of the municipality of Clarendon, county of Pontiac, and to annex the same to the municipality of Portage du Fort, same county for school purposes.

1834

## EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIF COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the pro-

l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau; l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment, les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doivent être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

visions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

655

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

G. C. L.

## CHAMBRES LEGISLATIVES.

*Bills Privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, al, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

656

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

G. C. L.

## LEGISLATIVE CHAMBERS.

*Private Bills.*

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporations, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either or such newspapers in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of

déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

827

L. DELORME,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### Avis Divers.

Avis est par le présent donné que, en vertu de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par les requérants ci-après nommés, pour obtenir des Lettres-Patentes, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à créer en corps politique et incorporé en vertu des dispositions du dit acte.

1. Le nom de la dite compagnie sera "The Danville Slate Company Limited."

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandé est d'ouvrir et travailler des carrières d'ardoise, et de manufacturer, exporter et vendre les produits d'icelles, et toutes autres affaires ou commerce nécessaires ou auxiliaires y ayant rapport.

3. Les places d'affaires de la dite compagnie seront en le canton de Shipton et village de Danville, avec son principal bureau en le dit village de Danville.

4. Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres, divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune.

5. Les noms, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Robert Miller, libraire ; George B. Burland, manufacturier ; George Bishop, manufacturier ; Samuel Carsley, marchand ; et James Robertson, marchand ; tous de la cité de Montréal ; Ani James Morrill, manufacturier ; Harry R. Williams,

the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill, in the english or french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in english and 500 copies in French, and also \$2 per page of printed matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$100, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

828

L. DELORME,  
Clerk of the Legislative Assembly

### Miscellaneous Notices.

Notice is hereby given that in pursuance of "The Joint Stock Companies Incorporation Act," application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, by the applicants hereinafter named, for Letters Patent constituting them, and such others as may hereafter become shareholders, a body politic and corporate under the provisions of the said act.

1. The name of the company, shall be "The Danville Slate Company Limited."

2. The objects for which incorporation is sought are :

The opening and working of Slate Quarries, and the manufacture, exportation and sale of the products thereof, and any other business or trade necessary or auxiliary thereto.

3. The places of business of the said company will be in the township of Shipton and village of Danville, with its head office in said village of Danville.

4. The amount of its capital stock will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The names, addresses and calling of the applicants are as follows :

Robert Miller, bookseller and stationer ; George B. Burland, manufacturer ; George Bishop, manufacturer ; Samuel Carsley, merchant ; and James Robertson, merchant ; all of the city of Montreal, Ani James Morrill, manufacturer ; Harry R.

carrier; David Williams, carrier; Alexander MacLeay, marchand; Henry R. Hanning, manufacturier, et George Holland Miller, tous du canton de Shipton, John C. Stockwell, marchand; John S. Riddle, marchand; James Riddle, merchant; Chester C. Cleveland, manufacturier de courroies; James A. Gibson, marchand; N. A. Parent, marchand, tous du village de Danville; Lorin Gordon, cultivateur; et William Gordon, cultivateur, du canton de Tingwick, et Copp Clark Company, limitée, libraires à Toronto, en la Province d'Ontario.

6. Les premiers directeurs de la dite Compagnie seront les dits Robert Miller, Alexander MacLeay, Ani James Morrill, Chester C. Cleveland, John S. Riddle, Harry R. Williams et James A. Gibson, tous résidents au Canada et sujets de sa Majesté.

MACLAREN, LEET, SMITH & ROGER,  
Solliciteurs des requérants.

Danville, 19 mai, 1886. 1889

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par John Thornton, gentilhomme, Edwin F. Tomkins, manufacturier, Stansfield Greenwood, manufacturier, Newell W. Thomas, commerçant, et Benjamin Austin, banquier, tous de la ville de Coaticook, en la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes, les incorporant et autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'Acte des Compagnies à fonds social.

1. Le nom proposé de la dite compagnie sera "The Cascade Narrow Fabric Company."

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer et vendre des tissus étroits (Braid) et autres tissus manufacturés.

3. La principale place d'affaires de la dite Compagnie sera en la ville de Coaticook, en le district de Saint-François.

4. Le fonds social sera de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres chacune.

5. Les premiers directeurs de la Compagnie seront les dits John Thornton, Edwin F. Tomkins, Stansfield Greenwood, Newell W. Thomas et Benjamin Austin, tous sujets anglais.

WM. WHITE,  
Solliciteur des Requérants.

Coaticook, 17 mai 1886. 1865

Canada }  
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois de la date de la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil par les personnes ci-après nommées, en vertu de l'Acte d'incorporation des compagnies à fonds social, pour obtenir des lettres patentes, les constituants et tels autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à créer par telles lettres patentes en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

1. Le nom proposé de la compagnie sera "The University Gazette Company" (en commandite.)

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'imprimer et publier un journal de Collège.

3. La principale place d'affaires de la compagnie sera en la cité de Montréal, en la province de Québec.

4. Le fonds social de la dite compagnie est de \$1000 divisé en cent actions de dix piastres chacune.

5. Les noms au long et professions et résidences des dits requérants, sont comme suit: Jeffrey H. Burland, B. Sc., de la cité de Montréal, gentilhomme; Edward P. Williams, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, étudiant; Charles W. Hoare,

Williams, quarryman; David Williams, quarry man; Alexander MacLeay, merchant; Henry R. Hanning, manufacturer, and George Holland Miller, all of the township of Shipton, John C. Stockwell, merchant; John S. Riddle, merchant; James Riddle, merchant; Chester C. Cleveland, belt manufacturer; James A. Gibson, merchant; N. A. Parent, merchant, all of the village of Danville; Lorin Gordon, farmer; and William Gordon, farmer, of the township of Tingwick, and the Copp Clark Company, limited, stationers of Toronto, in the province of Ontario.

6. The names of the first directors of said company are the said Robert Miller, Alexander MacLeay, Ani James Morrill, Chester C. Cleveland, John S. Riddle, Harry R. Williams and James A. Gibson, all of whom are residents in Canada, and subjects of Her Majesty.

MACLAREN, LEET, SMITH & ROGER,  
Sollicitors for Applicants.

Danville, 19th May, 1886. 1890

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by John Thornton, gentleman, Edwin F. Tomkins, manufacturer, Stansfield Greenwood, manufacturer, Newell W. Thomas, trader, and Benjamin Austin, banker, all of the town of Coaticook, in the province of Quebec, to obtain letters patent incorporating them and other persons who may hereafter become shareholders in the company hereby to be created a body politic and corporate under the provisions of the joint stock Companies incorporation Act.

1. The proposed name of the said company is "The Cascade Narrow Fabric Company."

2. The object for which incorporation is sought is to carry on the manufacture and sale of braids and other textile fabrics.

3. The principal place of business of the said company will be in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis.

4. The capital stock will be twenty five thousand dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The first directors of the company will be the said John Thornton, Edwin F. Tomkins, Stansfield Greenwood, Newell W. Thomas and Benjamin Austin, all of whom are British subjects.

WM. WHITE,  
Attorney for petitioners.

Coaticook, 17th May, 1886. 1866

Canada, }  
Province of Quebec. }

Notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, by the applicants hereinafter named, in pursuance of the "Joint Stock Companies Incorporation Act," for letters patent constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company to be created by such letters patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes herein mentioned.

1. The proposed name of the company is "The University Gazette Company (limited)."

2. The purposes for which incorporation are sought are the printing and publishing of a college newspaper.

3. The chief place of business of the company is to be the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The capital stock of the said company is to be \$1,000 divided into one hundred shares of ten dollars each.

5. The names in full and the addresses and callings of the said applicants are as follows: Jeffrey H. Burland, B. Sc., of the city of Montreal, gentleman; Edward P. Williams, of the city of Ottawa, province of Ontario, student; Charles W. Hoare,

de Strathroy, en la dite province d'Ontario, étudiant ; John F. MacKie, B. A., de la cité de Montréal, étudiant ; Wellington A. Cameron, de la dite cité de Montréal ; George C. Wright, B. A., de Hull, en la province de Québec, étudiant ; et Frédérick W. Hebbard, de Frelighsburg, en la dite province de Québec, tous sujets anglais et résidents au Canada, et tous seront les premiers directeurs de la compagnie proposée.

ATWATER & GROSS,  
Solliciteurs des Requérants.  
Montréal, 8 mai 1886. 1877

District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*  
No. 399.

Dame Marie Boulanger, de la paroisse de Saint-Magloire, épouse de Jean Lamontagne, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Jean Lamontagne, Défendeur.  
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

P. AUG. CHOQUETTE,  
Procureur de la Demanderesse.  
Montmagny, 12 mai 1886. 1859

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No. 796.

Dame Eliza Anna Picher, du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, épouse de François-Xavier Philius Picher, négociant, du dit canton de Ditton, dûment autorisée à ester en jugement pour les fins des présentes, Demanderesse ;

et  
Le dit François-Xavier Philius Picher, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

BELANGER & GENEST,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Sherbrooke, 10 mai 1886. 1903

## AVIS.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, par Hyacinthe Beauchemin, manufacturier, Charles Hudon Beaulieu, gentilhomme, William Finlay, mécanicien, tous trois de la ville de Sorel, Louis Adélaré Sénécal, gentilhomme, Louis Tourville, Joël Leduc, Claude Mélançon, négociants, Adélaré Lemoine de Martigny, caissier, David Timothy Irish, gentilhomme, Louis Benjamin Durocher et E. J. Bourque, médecins, de la cité de Montréal, pour obtenir des lettres patentes les incorporant et autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social.

1. Le nom proposé de la dite compagnie sera : "La compagnie de papier de Sorel."

2. L'objet de la dite compagnie est de manufacturer de la pulpe et du papier.

3. Le bureau d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4. Le fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres (\$100,000), divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5. Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits Hyacinthe Beauchemin, Charles Hudon Beaulieu, David Timothy Irish, Louis Tourville et Joël Leduc, tous sujets anglais résidant au Canada.

JOS. MELANÇON,  
Proc. des Requérants.  
Montréal, 10 Mai 1886. 1771 2

of Strathroy, in said province of Ontario, student ; John F. MacKie, B. A., of the city of Montreal, student ; Wellington A. Cameron, of the said city of Montreal ; George C. Wright, B. A., of Hull, in the province of Quebec, student ; and Frederick W. Hebbard, of Frelighsburg, in said province of Quebec, all of whom are british subjects resident in Canada, and all of whom are to be the first directors of the proposed company.

ATWATER & GROSS,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 8th May, 1886. 1878

District of Montmagny. } *Superior Court.*  
No. 399.

Dame Marie Boulanger, of the parish of Saint-Magloire, wife of Jean Lamontagne, farmer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.  
The said Jean Lamontagne, Defendant.  
An action for separation from bed and board has this day, been instituted against the defendant.

P. AUG. CHOQUETTE,  
Attorney for Plaintiff.  
Montmagny, 12th May, 1886. 1870

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of St. Francis. }  
No. 796.

Dame Eliza Anna Picher, of the township of Ditton, in the district of Saint Francis, wife of François Xavier Philius Picher, merchant, in the said township of Ditton, duly authorized to ester en jugement for the ends hereof, Plaintiff ;

and  
The said François Xavier Philius Picher, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

BELANGER & GENEST,  
Attorneys for Plaintiff.  
Sherbrooke, 10th May, 1886. 1904

## NOTICE.

Public notice is hereby given that application will be made to the lieutenant governor of the Province of Quebec, by Hyacinthe Beauchemin, manufacturer, Charles Hudon Beaulieu, gentleman, William Finlay, mechanist, all three of the town of Sorel, Louis Adélaré Sénécal, gentleman, Louis Tourville, Joël Leduc, Claude Mélançon, merchants, Adélaré Lemoine de Martigny, cashier, David Timothy Irish, gentleman, Louis Benjamin Durocher and E. J. Bourque, physicians, of the city of Montreal, for letters patent incorporating them and other persons who may become shareholders in the company to be created a body politic and corporate under the provisions of the joint stock companies incorporation Act.

1. The proposed corporate name of the said company is "The Sorel Paper Company."

2. The object of the said company is the manufacture of paper pulp.

3. The business office of the said company will be in the city of Montreal.

4. The capital stock of the said company will be one hundred thousand dollars (\$100,000), divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The first directors of the company will be the said Hyacinthe Beauchemin, Charles Hudon Beaulieu, David Timothy Irish, Louis Tourville and Joël Leduc, all british subjects and resident in Canada.

JOS. MELANÇON,  
Attorney for Petitioners.  
Montreal, 10th May, 1886. 1772

Avis est par le présent donné que, en vertu des dispositions de l'Acte d'incorporation des compagnies à fonds social, sous un mois de la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu du dit acte, pour obtenir des Lettres Patentes sous le sceau de la province de Québec, accordant une charte aux requérants ci-après nommés, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-dessous mentionnés, à savoir :

1° Le nom de la compagnie sera "The Land and Loan Company" (en commandite).

2° Le but pour laquelle l'incorporation est demandée est d'acquérir et posséder à titre de bailleur, acquéreur ou en vertu d'autres titres légaux des terres, maisons, bâtisses ou propriétés, construire, ériger, bâtir ou posséder des maisons ou autres bâtisses sur les dites terres; de louer, vendre, livrer les dites terres et en disposer; d'emprunter et prêter de l'argent sur immeuble ou garantie commerciale et faire en général le commerce d'immeubles et bâtisses en la province de Québec.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de deux cent mille piastres.

5° Le dit fonds social sera divisé en deux mille actions de cent piastres chacune.

6° Les noms, professions et résidences des requérants sont Alexander Maun Foster, de la cité de Montréal, gentilhomme; David Bryan Tousley, de la cité de Montréal, commis voyageur; William Bryan Foster, de la cité de New-York, commis voyageur; Cornelius Alling Palmer, de la cité de New-York, commis voyageur; et George Robert William Kittson, de la cité de Montréal, notaire public. La majeure partie d'iceux sont sujets de Sa Majesté, et tous seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

ARCHIBALD, McCORMICK & DUCLOS,  
Soliciteurs des Requérants.

Montréal, 12 mai 1886. 1787 2

Province de Québec }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dame Albina Charlebois, épouse de Séraphin Brisebois, hôtelier, du village de Sainte-Geneviève, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.

Le dit Séraphin Brisebois, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

EDMOND LAREAU,  
Avocat de la Demanderesse.

Montréal, 6 mai 1886. 1781 2

Province de Québec. }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
No. 1538.

Dame Marie Annie Aurélie Franchère, du village de l'Assomption, dans le district de Joliette, épouse d'Oswald Chaput, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse;

vs.

Le dit Oswald Chaput, gentilhomme, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

GODIN & FARIBAUT,  
Avocats de la Demanderesse.

Joliette, 12 avril 1886. 1445 6

Notice is hereby given under the provision of the Joint Stock Companies Incorporation Act, that within one month from the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor in Council, under the said act for Letters Patent under the seal of the Province of Quebec, granting a charter of incorporation to the applicants hereinafter named, and such others as may hereafter become shareholders in the company to be created as a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter set forth, that is to say:

1° The name of the company shall be "The Land and Loan Company" (limited).

2° The purpose for which incorporation is sought is the acquiring and holding by lease, purchase, or other legal title, lands, houses, buildings or premises, the constructing, erecting, building or maintaining houses or other buildings on such lands; the leasing, selling conveying and disposing of such lands and buildings; the borrowing and lending of money upon real estate or commercial security, and generally the traffic in real estate and buildings within the province of Quebec.

3° The chief place of business of the said company shall be in the city of Montreal.

4° The capital stock of the said company shall be the sum of two hundred thousand dollars.

5° The said capital stock shall be divided into two thousand shares of one hundred dollars each.

6° The names, callings and addresses of the applicants are Alexander Maun Foster, of the city of Montreal, gentleman; David Bryan Tousley, of the city of Montreal, commercial traveller; William Bryan Foster, of the city of New-York, commercial traveller; Cornelius Alling Palmer, of the city of New-York, commercial traveller; and George Robert William Kittson, of the city of Montreal, notary public. The major part of whom are subjects of Her Majesty and all of whom shall be the first directors of the said company.

ARCHIBALD, McCORMICK & DUCLOS,  
Attorneys for Applicants.

Montreal, 12th May, 1886. 1788

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Albina Charlebois, wife of Séraphin Brisebois, hotel keeper, of the village of Sainte Geneviève, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.

The said Séraphin Brisebois, Defendant.  
An action in separation of properties has been instituted this date.

EDMOND LAREAU,  
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 6th May, 1886. 1782

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*  
No. 1538.

Dame Marie Annie Aurélie Franchère, of the village of L'Assomption, in the district of Joliette, wife of Oswald Chaput, and duly authorized for the purposes of these presents, Plaintiff

vs.

The said Oswald Chaput, of the same place, gentleman, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause.

GODIN & FARIBAUT,  
Attornies for Plaintiff.

Joliette, 12th April, 1886. 1446

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
 No. 260.

Le quatre mai mil huit cent quatre-vingt-six, Malvina Bernard a pris, devant cette cour, contre son mari, Flavien Laforme, cultivateur, de Sainte-Hélène, dit district, une action en séparation de corps et de biens.

TELLIER, DE LABRUERE & BEAUCHEMIN,  
 1805 2 Avocats de la Dem'anderesse.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 405.

Marie *alias* Mary Houle, de la cité et du district de Montréal, a institué en cette cause une action en séparation de biens contre son époux, Charles Morin, charrelier, du même lieu.

P. A. ARCHAMBAULT,  
 Avocat de Marie Houle.

Montréal, 4 mai 1886. 1715 3

Avis est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en conseil, par Guillaume Adam et Frédéric Adam, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le district de Saint-Hyacinthe, Ludger Adam, manufacturier, du village de Marieville, dans le district de Saint-Hyacinthe, Joseph Adam, avocat, et Georges Etienne Mathieu, étudiant en droit, tous deux de la cité et du district de Montréal, pour obtenir des Lettres Patentes sous le Grand Sceau de la province de Québec, les constituant, eux et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social.

1. Le nom proposé de la dite compagnie sera : "La Compagnie de Moulin à bardeau chanfreiné."
2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est d'établir des moulins pour scier toutes espèces de bois et principalement le bardeau avec chanfrein et de faire le commerce de bois.
3. Les affaires de la dite compagnie se feront en la cité de Montréal, province de Québec, où sa principale place d'affaires sera établie.

4. Le montant du fonds social de la dite compagnie, sera de dix mille piastres, divisé en cent actions de cent piastres chacune.

5. Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits requérants. 1633 4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1580.

Dame Marie Malo, des cité et district de Montréal, épouse de Alderic Chartrand, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LECLAIR & ALLARD,  
 Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 21 avril 1886. 1573 5

Province de Québec, }  
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
 No. 3586.

Dame Marie Gladue, de la ville de Farnham, district de Bedford, épouse de Jacques Maxime Gaudette, de la même place, ci-devant marchand et présentement gérant, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. S. FOULIN,  
 Avocat de la Demanderesse

Sweetsburgh, 13 avril 1886. 1557 4

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*  
 No. 260.

On the fourth day of May, one thousand eight hundred and eighty six, Malvina Bernard has instituted, in this court, against her husband, Flavien Laforme, of Sainte Hélène, in the district aforesaid, an action for separation from bed and board.

TELLIER, DE LABRUERE & BEAUCHEMIN,  
 1806 Attornies for Plaintiff.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 405.

Marie *alias* Mary Houle, of the city and district of Montreal, has instituted in this case an action *en séparation de biens* against her husband, Charles Morin, of the same place, carter.

P. A. ARCHAMBAULT,  
 Attorney for Mary Houle.

Montreal, 4th May, 1886. 1716

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council by Guillaume Adam and Frédéric Adam, both farmers, of the parish of Sainte Marie de Monnoir, in the district of Saint Hyacinthe, Ludger Adam, manufacturer, of the village of Marieville, in the district of Saint Hyacinthe, Joseph Adam, advocate, and Georges Etienne Mathieu, law-student, both of the city and district of Montreal, for Letters Patent under the Great Seal of the province of Quebec, constituting them, and all other persons who may become shareholders in the company to be created a body politic and corporate under the provisions of the "Joint Stock Companies Incorporation Act."

1. The proposed name of the company is : "La Compagnie de moulin à bardeau chanfreiné."
2. The objects for which incorporation is sought, is to establish, saw mills to saw all kinds of wood and specially edged chamfered stringles, and moreover to carry on the business of wood and lumber traders.
3. The business of the company will be carried in the city of Montreal, in the Province of Quebec, where its chief place of business will be established.
4. The amount of the capital stock of the said company will be ten thousand dollars, divided into one hundred shares of one hundred dollars each.
5. The first directors of the company will be the said petitionners. 1634

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1580.

Dame Marie Malo, of the city and district of Montreal, wife of Alderic Chartrand, contractor, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LECLAIR & ALLARD,  
 Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 21st April, 1886. 1574

Province of Quebec, }  
 District of Bedford. } *Superior Court.*  
 No. 3586.

Dame Marie Gladue, of the town of Farnham, in the district of Bedford, wife of Jacques Maxime Gaudette, of the same place, heretofore trader and now manager, duly authorized *à ester en justice*, has instituted against her said husband an action for separation as to property.

J. S. FOULIN,  
 Plaintiff's Attorney.

Sweetsburgh, 13th April, 1886. 1558

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2995.  
 Dame Marie Philomène Aubuchon, épouse de  
 Cléophas Tellier, agent, de la ville de Berthier,  
 dans le district de Richelieu, et dûment auto-  
 risée à ester en justice, Demanderesse ;  
 vs.  
 Cléophas Tellier, agent, du dit eu de Berthier,  
 Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été insti-  
 tuée en cette cause, le vingt-sept avril courant.

A. A. LAFERRIERE,  
 Avocat de la Demanderesse.  
 Sorel, 27 avril 1886. 1679 3

Province de Québec, }  
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Mary Jane Buck, de la ville de Farnham,  
 dans le dit district, épouse de Edouard Donahue  
 marchand, du même lieu, dûment autorisée à  
 ester en justice, Demanderesse ;  
 vs.  
 Le dit Edouard Donahue, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été insti-  
 tuée en cette cause, le douze avril courant.

M. MAILHOT,  
 Avocat de la Demanderesse.  
 Sweetsburgh, 12 avril 1886. 1617 4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 354.  
 Marie Bouchard, Demanderesse ;  
 vs.  
 Pierre Côté, entrepreneur, de la cité de Montréal,  
 Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée  
 le vingt-troisième jour de janvier dernier.

L. L. MAILLET,  
 Procureur de la Demanderesse.  
 Montréal, 24 mars 1885. 1535 3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 225.  
 Adelina Villemaire, Demanderesse ;  
 vs.  
 Edmond Bertius Boucher, voiturier, de la paroisse  
 de l'Enfant Jésus du Mile End, district de  
 Montréal, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée  
 ce quinzième jour de janvier dernier.

L. L. MAILLET,  
 Procureur de la Demanderesse.  
 Montréal, 14 juillet 1885. 1537 3

Les soussignés s'adresseront à Son Honneur le  
 Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec,  
 pour l'obtention de Lettres-Patentes, aux fins d'in-  
 corporer une compagnie à fonds social, en vertu  
 de l'acte intitulé : "Acte d'incorporation des compa-  
 gnies à fonds social."

Le nom social de la Compagnie projetée est "La  
 compagnie manufacturière Cossette."

L'objet pour lequel la dite incorporation est  
 demandée est la vente et le sciage de toute espèce  
 de bois et la manufacture de portes, chassis, mou-  
 lures et de tous autres articles en bois.

L'endroit choisi comme le siège principal des  
 affaires de la dite compagnie est la ville Salaberry  
 de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois,  
 Province de Québec.

Le chiffre projeté du fonds social est de vingt  
 mille piastres.

Le nombre des actions est de deux cents et le  
 montant de chaque action est de cent piastres.

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu } *Superior Court.*  
 No. 2995.  
 Dame Marie Philomène Aubuchon, wife of Cléo-  
 phas Tellier, agent, of the town of Berthier, in  
 the district of Richelieu, and duly authorized  
 to ester en justice, Plaintiff ;  
 vs.  
 Cléophas Tellier, agent, of the said place, of Ber-  
 thier, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, the 27th day of April  
 instant.

A. A. LAFERRIERE,  
 Attorney for Plaintiff.  
 Sorel, 27th April, 1886. 1680

Province of Quebec, }  
 District of Bedford. } *Superior Court.*  
 Dame Mary Jane Buck, of the town of Farnham,  
 in the said district, wife of Edouard Donahue,  
 merchant, of the same place, duly authorized  
 to ester en justice, Plaintiff ;  
 vs.  
 The said Edouard Donahue, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, on the twelfth April  
 instant.

M. MAILHOT,  
 Attorney for Plaintiff  
 Sweetsburgh, 12th April, 1886. 1618

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 354.  
 Marie Bouchard, Plaintiff ;  
 vs.  
 Pierre Côté, undertaker, of the city of Montreal,  
 Defendant.  
 An action en séparation de biens has been insti-  
 tuted on the twenty third day of January last.

L. L. MAILLET,  
 Attorney for Plaintiff.  
 Montreal, 24th March, 1885. 1536

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 225.  
 Adelina Villemaire, Plaintiff ;  
 vs.  
 Edmond Bertius Boucher, carriagemaker, of the  
 parish of L'Enfant Jésus du Mile End, district  
 of Montreal, Defendant.  
 An action en séparation de biens has been insti-  
 tuted on the fifteenth day of January last.

L. L. MAILLET,  
 Attorney for Plaintiff.  
 Montreal, 14th July, 1885. 1538

The undersigned will apply to His Honor the  
 lieutenant governor of the province of Quebec, to  
 obtain letters patent for the incorporation of a  
 joint stock company under the Act intituled :  
 "Joint Stock Companies Incorporation Act."

The corporate name of the proposed company  
 is "La Compagnie Manufacturière Cossette."

The object of the said company is the dealing in  
 and sawing of all kinds of lumber, and the manu-  
 facture of sash, door and windows and the dressing  
 of lumber generally.

The place selected as the chief place of business  
 of the said company is the town of Salaberry de  
 Valleyfield, in the county of Beauharnois, and  
 province of Quebec.

The capital stock of the said company will be  
 twenty thousand dollars.

The number of shares will be two hundred and  
 the amount of each share will be of one hundred  
 dollars.

Les noms, adresses et professions des personnes qui demandent la dite incorporation sont comme suit: Octave Cossette, marchand de bois et manufacturier; Adolphe Cossette, boulanger; Louis Cossette, menuisier; Aurius Cossette, menuisier; tous de la dite ville de Salaberry de Valleyfield; et Cléophas Cossette, cultivateur, de la paroisse de Champlain, comté de Champlain.

Les premiers directeurs de la dite compagnie, seront les dits Octave Cossette, Adolphe Cossette et Louis Cossette, tous trois sujets de Sa Majesté de naissance.

OCTAVE COSSETTE,  
ADOLPHE COSSETTE,  
LOUIS COSSETTE,  
ORUSE COSSETTE,  
CLEOPHAS COSSETTE.

JOSEPH MARTIN,  
Solliciteur des Requérents.  
Valleyfield, 8 mai 1886. 1851

Province de Québec, }  
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 399.

Emélie Coursolles, Demanderesse;

vs.

Hormidas Boucher, voiturier, de la Côte Saint-Michel, dans la paroisse du Sault au Récollet, district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le vingt-neuvième jour de janvier dernier.

L. L. MAILLET,

Procureur de la Demanderesse.  
Montréal, 14 juillet 1885. 1533 3

The names, residences and addresses of the applicants are as follows: Octave Cossette, wood dealer and manufacturer, Adolphe Cossette, baker, Louis Cossette, joiner, Aurius Cossette, joiner, all of the said town Salaberry de Valleyfield, and Cléophas Cossette, farmer, of the parish of Champlain, county of Champlain.

The first directors of the said company will be the said Octave Cossette, Adolphe Cossette and Louis Cossette, all three subjects of Her Majesty.

OCTAVE COSSETTE,  
ADOLPHE COSSETTE,  
LOUIS COSSETTE,  
ORUSE COSSETTE,  
CLEOPHAS COSSETTE,

JOSEPH MARTIN,  
Sollicitor for applicants.  
Valleyfield, 8th May, 1886. 1852

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 399.

Emélie Coursolles, Plaintiff;

vs.

Hormidas Boucher, carriage maker, de la Côte Saint Michel, parish of Sault au Récollet, district of Montréal, Defendant.

An action *en séparation de biens* has been instituted on the twenty ninth day of January last.

L. L. MAILLET,

Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 14th July, 1885. 1534

### Avis de Faillite.

Province de Québec, }  
District de Bedford. }  
McLachlan Bros. & Co.,  
et

Hyacinthe Guillette, débiteur.

Avis est par le présent donné que, Je, soussigné, Hyacinthe Guillette, de Bedford, en le canton de Stanbridge, en le district de Bedford, le dix-neuvième jour de mai 1886, ai fait un abandon judiciaire de mes biens, pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Bedford.

Daté à Bedford, P. Q., ce dix-neuvième jour de mai 1886.

1905 HYACINTHE GUILLETTE.

Province de Québec, }  
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Pettigrew & Paradis, marchands, de L'Isle Verte et Saint-Arsène. Insolvable.

Avis est donné par les présentes en vertu d'un jugement de l'honorable juge Ernest Cimon, que le dix-huitième jour de mai courant, j'ai été nommé curateur aux biens de la succession Pettigrew et Paradis.

Toutes les réclamations contre cette succession devront être produites devant moi, dûment attestées d'hui à trente jours.

Daté à Québec, ce 19ème jour de mai 1886.

1899 HENRY A. BEDARD,  
Curateur.

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Pelletier & Tardif, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 juin prochain.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 3 juin prochain.

Daté à Québec, ce 19ème jour de mai 1886.

1897 HENRY A. BEDARD,  
Curateur.

### Bankrupt Notices.

Province of Quebec, }  
District of Bedford. }  
McLachlan Bros & Co., creditors,  
and

Hyacinthe Guillette, debtor.

Notice is hereby given, that I, the undersigned, Hyacinthe Guillette, of Bedford, in the township of Stanbridge, in the district of Bedford, on the nineteenth day of May, 1886, in the office of the protonotary of the Superior Court of the district of Bedford, have made a judicial abandonment of my property, for the benefit of my creditors.

Dated at Bedford, P. Q., this nineteenth day of May, 1886.

1906 HYACINTHE GUILLETTE.

Province of Quebec, }  
District of Kamouraska. } *Superior Court.*

In the matter of Pettigrew & Paradis, traders, of L'Isle Verte and Saint-Arsène, Insolvents.

Notice is hereby given in virtue of a judgment of Honorable judge Ernest Cimon, that the eighteenth day of May, I have been appointed curator to the estate Pettigrew and Paradis.

All claims against this estate will be filed with me duly attested within thirty days.

Dated at Quebec, this 19th day of May, 1886.

1900 HENRY A. BEDARD,  
Curator.

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Pelletier & Tardif, Insolvents.

Notice is hereby given that a second and last dividend sheet has been prepared in this matter and will be subject to objections until the 3rd June next.

This dividend will be payable at my office, on or after the 3rd June next.

Dated at Quebec, this 19th day of May, 1886.

1898 HENRY A. BEDARD,  
Curator

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 103.

Dans l'affaire de Sophronie Boulais, Failli.  
 Un bordereau de dividende a été préparé et  
 sera sujet à objection jusqu'au vingt-neuf mai  
 courant, date après laquelle les dividendes seront  
 payables.

J. BARNABÉ,  
 Curateur.

Bureau de Barnabé et Desjardins,  
 1618 rue Notre-Dame, Montréal.  
 Montréal, 13 mai 1886. 1857

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de N. Fugere.

Avis est par le présent donné que le treizième  
 jour de mai 1886, par ordre de la Cour, nous avons  
 été nommé curateur des biens du dit défendeur,  
 qui en a fait un abandon judiciaire complet pour  
 le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées en notre  
 bureau sous un mois.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE.  
 Curateur conjoint.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 7, Place d'Armes, Montréal. 1855

Canada, }  
 Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
 District de St-François. }  
 "The Smith Elkins Manufacturing Company,"  
 Demanderesse ;

vs.

John P. Atkinson, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que, je, soussigné,  
 John P. Atkinson, du canton d'Ascot, en le district  
 de Saint-François, propriétaire de moulin, le  
 quatorzième jour de mai, mil huit cent quatre  
 vingt-six, ai fait un abandon judiciaire de mes biens  
 pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du  
 protonotaire de la Cour Supérieure du district de  
 Saint-François.

J. P. ATKINSON.

Daté à Sherbrooke, ce 17e jour de mai 1886.  
 1867

Province de Québec, }  
 District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*  
 In Re : Joseph Hamel & Frères,

Demandeurs ;

et

Philippe Pouliot, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que, le quinzième  
 jour de mai 1886, par ordre de la Cour, j'ai été  
 nommé curateur des biens du dit défendeur qui  
 en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice  
 de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées à mon  
 bureau sous un mois.

C. F. BOUCHARD,  
 Curateur.

Fraserville, 17 mai 1886. 1893

Province de Québec, }  
 District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
 J. W. Kilgour & Bro.,

Demandeurs ;

vs.

Charles A. Simard, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que le  
 soussigné, Charles Auguste Simard, commerçant,  
 de la cité de Saint-Hyacinthe, a fait ce jour cession  
 de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 103.

In the matter of Sophronie Boulais, an Insolvent.  
 A dividend sheet has been prepared open to  
 objection until the twenty ninth of May instant,  
 date after which dividends will be payable.

J. BARNABÉ,  
 Curator.

Office of Barnabé and Desjardins,  
 1618, Notre-Dame street, Montreal.  
 Montreal, 13th May, 1886. 1858

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 In the matter of N. Fugere.

Notice is hereby given that on the thirteenth  
 day of May, 1886, by order of the Court, we were  
 appointed curator to the estate of the said defen-  
 dant, who has made a judicial abandonment of all  
 his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one  
 month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE.  
 Joint Curator.

Office of Kent & Turcotte,  
 7, Place d'Armes, Montreal. 1856

Canada, }  
 Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
 District of Saint Francis. }  
 The Smith Elkins Manufacturing Company,  
 Plaintiffs ;

vs.

John P. Atkinson, Défendeur.  
 Notice is hereby given that I, the undersigned,  
 John P. Atkinson, of the township of Ascot, in the  
 district of Saint Francis, saw-mill owner, on the  
 fourteenth day of May, eighteen hundred and  
 eighty six, in the office of Prothonotary of the  
 Superior Court for the district of Saint Francis,  
 have made a judicial abandonment of my property  
 for the benefit of my creditors.

J. P. ATKINSON.

Dated at Sherbrooke, this 17th day of May, 1886.  
 1868

Province of Quebec, }  
 District of Kamouraska } *Superior Court.*  
 In Re : Joseph Hamel & Frères,

Plaintiffs ;

and

Philippe Pouliot, Défendeur.  
 Notice is hereby given that, on the fifteenth  
 day of May, 1886, by order of the Court, I have  
 been appointed curator to the estate of the said  
 defendant, who has made a judicial abandonment  
 of the same for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one  
 month.

C. F. BOUCHARD,  
 Curator.

Fraserville, 17th May, 1886. 1894

Province of Quebec, }  
 District of St-Hyacinthe. } *Superior Court.*  
 J. W. Kilgour & Bro.,

Plaintiffs ;

vs.

Charles A. Simard, Défendeur.

Notice is hereby given that I, undersigned,  
 Charles Auguste Simard, of St. Hyacinthe, in the  
 district of St. Hyacinthe, on the nineteenth day of  
 May, one thousand eight hundred and eighty six,

bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

Daté à St-Hyacinthe, ce dix-neuvième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-six.  
1883 C. A. SIMARD.

### Règles de Cour.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Québec. }  
No. 1688.

Le dix-septième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-six.

PRÉSENT:—L'honorable M. le Juge L. B. CARON.

George Taylor Davis, de la ville de Lévis, constructeur de navires, Demandeur ;

vs.

John Campbell, de la cité de Québec, machiniste, en sa qualité de curateur dûment nommé en loi à la succession vacante de feu William Barbour, en son vivant, de la ville de Lévis, ingénieur, Défendeur ;

et

John Sutcliff, de Lévis, commerçant,

Opposant afin de conserver.

Vu la requête présentée en faveur du dit demandeur, à l'effet que, pour la raison y mentionnée, les créanciers de la succession du dit feu William Barbour, soient convoqués conformément à l'article six cent trois du Code de Procédure Civile, vu aussi l'allégation de l'insolvabilité y mentionnée.

La demande de la dite requête est accordée, et en conséquence il est ordonné que les créanciers de la dite succession du dit feu William Barbour, soient, par un avis publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans les langues française et anglaise, requis de produire leurs réclamations en cette cause sous quinze jours de la date de la première publication du présent avis, le tout tel que demandé.

Vraie copie,  
FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,

1873 P. C. S.

Province de Québec, }  
District de St. François, } *Cour Supérieure.*  
No. 19.

Le dix-huitième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-six.

Devant M. le Juge Brooks.

"The Smith Elkins Manufacturing Company," Demanderesse ;

vs.

John P. Atkinson, Défendeur.

Il est ordonné sur requête de la demanderesse que les créanciers du défendeur s'assemblent devant un juge de la Cour Supérieure, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, le premier jour de juin prochain, à onze heures de l'avant-midi, dans le but de nommer un curateur aux biens du défendeur et pour toutes affaires qui pourront leurs être légalement soumises.

Cet ordre sera publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, et les créanciers dont les noms sont sur la liste des créanciers seront spécialement notifiés de l'heure et de l'endroit de la dite assemblée.

Par ordre,

N. O. FELTON,  
Dép. P. C. S.

1885

in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of St. Hyacinthe, have made a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors.

Dated at St. Hyacinthe, this nineteenth day of May, one thousand eight hundred and eighty six.  
1884 C. A. SIMARD.

### Rules of Court.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Quebec. }  
No. 1688.

The seventeenth day of May, one thousand eight hundred and eighty six.

PRESENT:—The Honorable Mr. Justice  
L. B. CARON.

George Taylor Davis, of the town of Lévis, ship-builder, Plaintiff ;

vs.

John Campbell, of the city of Québec, machinist, in his quality of curator duly appointed in law to the vacant estate and succession of the late William Barbour, in his lifetime, of the town of Lévis, engineer, Defendant ;

and

John Sutcliff, of Lévis, trader,

Opposant afin de conserver.

Seeing the petition presented on behalf of the said plaintiff to the end that, for the reasons therein set forth, the creditors of the estate and succession of the said late William Barbour, be called in according to article six hundred and three of the Code of Civil Procedure, seeing also the allegation of insolvency therein contained.

The prayer of the said petition is granted and thereupon it is ordered that the creditors of the estate and succession of the said late William Barbour, be, by a notice in the french and english languages, to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, called upon to file their claims in this cause within fifteen days from the first insertion of the present order, the whole as prayed.

A true copy,  
FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,

1874 P. C. C.

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis, } *Superior Court.*  
No. 19.

The eighteenth day of May, one thousand eight hundred and eighty six.

Before Mr. Justice Brooks.

The Smith Elkins Manufacturing Company, Plaintiff ;

vs.

John P. Atkinson, Defendant.

It is ordered on petition of the plaintiff that the creditors of the defendant do assemble before a judge of the Superior Court, at the court house, in the city of Sherbrooke, on the first day of June next, at the hour of eleven in the forenoon, for the purpose of appointing a curator to the defendant's estate and for all matters that may be legally submitted to them.

This order to be once inserted in the *Quebec Official Gazette*, and the creditors whose names appear in the schedule of creditors filed to be specially notified of the time and place of such meeting.

By order,

N. O. FELTON,  
Dep. P. C. C.

1886

Province de Québec, } *Cour Supérieure pour le*  
 District de Montréal. } *Bas-Canada.*  
 No. 1635.

Le dixième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-six.

Présent :—L'honorable M. le juge DOHERTY.  
 Dame Anna Sweeney, Demanderesse ;

vs.  
 James Rose, marchand, de la cité et district de Montréal, Défendeur ;

et  
 Charles S. Watson *et al.*, Tiers-Saisi ;  
 et

Sir John Rose, Intervenant ;

et  
 Dame Louisa G. Rose *et al.*, *ès-qualité*,  
 Par reprise d'instance.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit James Rose, le Défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelées à les produire en cette cause, au bureau, à Montréal, du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite *Gazette*, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 603 et 604 du Code de Procédure Civile.

(Par ordre,)

(Signé,) GEO. H. KERNICK,  
 Député P. C. S.

1783 2

Province of Quebec, } *Superior Court for Lower*  
 District of Montreal. } *Canada.*  
 No. 1635.

The tenth day of May, one thousand eight hundred and eighty six.

Present :—The honorable Mr. Justice DOHERTY.  
 Dame Anna Sweeney, Plaintiff ;

vs.  
 James Rose, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant ;

and  
 Charles S. Watson *et al.*, *Tiers-saisi* ;  
 and

Sir John Rose, Intervening party ;

and  
 Dame Louisa G. Rose *et al.*, *ès-qual.*,  
 Par reprise d'instance.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said James Rose, the Defendant in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause, in the office, in Montreal, of the protonotary of this court, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said *Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers in accordance with the 603rd and 604th articles of the Code of Civil Procedure.

(By order),

GEO. H. KERNICK,  
 Deputy P. S. C.

1784

Ventes d'immeubles en vertu de  
 " l'Acte pour amender le Code de  
 Procédure Civile, en ce qui concerne  
 la cession de biens."

Sales of Real Estate under " An Act  
 to amend the Code of Civil Proce-  
 dure, in so far as it concerns aban-  
 donment of property."

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
 Trois-Rivières, à savoir : }  
 No. 79. }

Dans l'affaire de Narcisse Grenier, failli ; vs.  
 Joseph Alexandre Poirier, curateur.

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistreur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire afin de charge ou autres oppositions à la vente doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du mandat, savoir :

1. Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Eulalie, étant la moitié sud-ouest et longitudinale du lot numéro treize, du onzième rang du township d'Aston, et maintenant connu et désigné comme étant la moitié sud-ouest et longitudinale du lot de terre numéro onze (11), des plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Eulalie.

2. Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Grégoire, au nord du chemin de front du bas du village, et du contenu de trois quarts d'arpents de front sur trois quarts d'arpents de profondeur, le tout plus ou moins, faisant partie et étant la partie sud du lot numéro cent soixante et dix-neuf (179), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Grégoire—avec une maison, circonstances et dépendances ; borné par devant au chemin de front, en profondeur

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
 Three Rivers, to wit : }  
 No. 79. }

In the matter of Narcisse Grenier, Insolvent ; vs.  
 Joseph Alexandre Poirier, Curator.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the immovables hereinafter described will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale are required to be filed with the undersigned, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Eulalie, being the longitudinal south west half of lot number thirteen, of the eleventh range of the township of Aston, and now known and designated as being the longitudinal south west half of the lot of land number eleven (11), on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte Eulalie.

2. An emplacement situate in the parish of Saint Grégoire, to the north of the front road at the lower end of the village, and containing three quarters of an arpent in front by three quarters of an arpent in depth, the whole, more or less, forming and being the south part of lot number one hundred and seventy nine (179), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Grégoire—with a house, circumstances and dependencies ; bounded in front by the front

vers le nord à Dame Uldorique Rouleau, propriétaire du résidu du lot numéro cent soixante et dix-neuf (179), avec droit de passage réservé sur le dit terrain du dit Grenier pour communiquer du chemin Royal à son terrain à la dite Dame Rouleau.

Pour être vendus le numéro un, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Eulalie, le HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin; et le numéro deux, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit mandat rapportable le quinzième jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 24 mars 1886. 1193 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.  
Trois-Rivières, à savoir: }  
No. 79. }

Dans l'affaire de Léon Arel, failli; et Joseph Alexander Poirier, curateur.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les immeubles sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du mandat.

1. Un terrain ou emplacement de soixante seize pieds de front sur soixante dix pieds de profondeur, situé dans la paroisse de Saint-Grégoire, faisant partie du lot numéro quatre cent soixante et un (461), du cadastre officiel d'icelle paroisse; borné par devant vers le sud au chemin de front du rang de Beauséjour, en profondeur et de chaque côté à Luc Thibodeau, père—avec une bâtisse dessus construite servant à une fromagerie, avec la fromagerie et ses accessoires. Le dit terrain est sujet à une préférence en faveur du dit Sieur Thibodeau, consistant dans l'obligation pour tout acquéreur de ne pouvoir le vendre sans préalablement lui offrir de l'acheter pour le prix qu'il trouverait de tout autre personne, et enfin, dans le cas que la bâtisse cesserait d'être occupée comme fromagerie ou manufacture, l'acquéreur aura droit d'enlever les bâtisses de dessus le terrain, qui dans ce cas retournerait au dit Luc Thibodeau comme s'il ne l'avait pas vendu, le tout tel que stipulé dans un acte de vente de ce dit terrain; passé devant J. A. Poirier, notaire, le 25 juillet 1881.

2. Une autre terre de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, située dans le rang Saint-Louis, dans la paroisse de Sainte-Brigitte des Saults, et connue et désignée par le numéro cent quatorze (114), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Sainte-Brigitte des Saults, et tout en bois debout.

Pour être vendus le numéro un, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire, le HUITIÈME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi; et le numéro deux, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigitte des Saults, le NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit mandat rapportable le quinzième jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 24 mars 1886. 1195 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

road, in depth towards the north by Dame Uldorique Rouleau, proprietor of the remainder of lot number one hundred and seventy nine (179), with the right of passage reserved on the said lot of land belonging to the said Grenier in favor of the said Dame Rouleau, to communicate from the Queen's highway to his lot of land.

To be sold, number one, at the church door of the parish of Saint Eulalie, on the EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon; and number two, at the church door of the parish of Saint Grégoire, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 24th March, 1886. 1194  
[First published, 27th March, 1886.]

Superior Court—District of Three Rivers.  
Three Rivers, to wit: }  
No. 79. }

In the matter of Léon Arel, Insolvent; and Joseph Alexander Poirier, Curator.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned immovables have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver*, may be filed at any time within six days next after the return of the Writ, to wit:

1. A lot of land or emplacement of seventy six feet in front by seventy feet in depth, situate in the parish of Saint Grégoire, forming part of lot number four hundred and sixty one (461), of the official cadastre of the aforesaid parish; bounded in front towards the south by the front road of the range Beauséjour, in depth and on each side by Luc Thibodeau, senior—with a building thereon erected, used as a cheese-dairy, with the cheese-dairy and its accessories. The said lot of land is subject to a preference in favor of the said Mr. Thibodeau, which prevents any purchaser from selling without previously offering the same to him at the price he may be offered by any other person, and finally, in case the building should cease to be occupied as a cheese-dairy or manufactory, the purchaser shall have the right to remove the buildings from the lot of land, which in this case, would revert to the said Luc Thibodeau, as if he had not sold the same, the whole as stipulated in a deed of sale of the lot of land, passed before J. A. Poirier, notary, on the 25th July, 1881.

2. Another land of two arpents in front by thirty arpents in depth, situate in the range Saint Louis, in the parish of Sainte Brigitte des Saults, and known and designated by number one hundred and fourteen (114), of the official cadastre for the said parish of Sainte Brigitte des Saults, and the whole in standing timber.

To be sold number one, at the church door of the parish of Saint Grégoire, on the EIGHTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon; and number two, at the church door of the parish of Sainte Brigitte des Saults, on the NINTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 24th March, 1886. 1195  
[First published, 27th March, 1886.]

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : }  
No. 65. }  
Flavien Lottinville, Demandeur ;

vs.  
Jean Edem Trottier et Jean Irénée Trottier, tous  
deux manufacturiers, faisant affaires en société  
sous les nom et raison de J. E. Trottier & Fils,  
Défendeurs insolubles ;  
et

Pierre Léger Hubert, Curateur.

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
immeubles sous mentionnés ont été saisis et  
seront vendus aux temps et lieu respectifs tels que  
mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à  
exercer à cet égard des réclamations que le régis-  
trateur n'est pas tenu de mentionner dans son cer-  
tificate, en vertu de l'article 700 du code de pro-  
cédure civile du Bas-Canada, sont par le présent  
requis de les faire connaître suivant la loi. Toutes  
oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin  
de charge ou autres oppositions à la vente, doivent  
être déposées au bureau du soussigné, avant les  
quinze jours qui précéderont immédiatement le  
jour de la vente ; les oppositions afin de conserver  
peuvent être déposées en aucun temps dans les  
six jours après le rapport du mandat, à savoir :

Comme appartenant au dit Jean Edem Trottier,  
l'un des dits défendeurs insolubles l'immeuble  
suivant :

Un emplacement situé en la cité des Trois-  
Rivières, sur le côté sud-ouest de la rue Saint-  
Roch, connu et désigné comme étant le numéro  
cinq cent un (501), des plan et livre de renvoi offi-  
ciels du cadastre d'enregistrement pour la cité des  
Trois-Rivières—avec une maison en brique à deux  
étages, manufacture de hache, engin, bouilloire et  
ustensiles de la dite manufacture, et autres dépen-  
dances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité des  
Trois-Rivières, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN  
prochain, à DIX heures du matin. Le dit mandat  
rapportable le quinzième jour de juillet prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 20 avril 1886. 1565 2  
[Première publication, 24 avril 1886.]

### Licitation.

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No. 299.

#### LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en  
vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant  
aux Trois-Rivières, dans le district des Trois-  
Rivières, le vingt-deuxième jour de mars mil huit  
cent quatre vingt six, dans une cause dans laquelle  
Robert Henry McGreevy, de la cité de Québec,  
contracteur, est Demandeur ; et Antonio Achille  
Leduc, de la paroisse de Bécancourt, tant en sa  
qualité personnelle qu'en sa qualité d'exécuteur  
testamentaire de feu Sévère Leduc ; Joël Leduc,  
de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur  
à la substitution des biens de feu Sévère Leduc  
susdit, en son vivant, de la dite paroisse de Bécancourt,  
Godfroi Caron, Sara Caron, épouse séparée  
de biens contractuellement de James C. Malone,  
et/ce dernier mis en cause pour assister sa femme  
aux fins des présentes, et Dame Hélène Rivard  
Dufresne, en sa qualité de tutrice dument élue  
en justice à Edouard, Flore et Joseph Caron,  
enfants mineurs issus de son mariage avec Michel  
Caron, de son vivant, de la cité des Trois-Rivières ;  
ces derniers étant tous de la cité des Trois-  
Rivières, Défendeurs, ordonnant la licitation d'un  
certain immeuble désigné comme suit, savoir :

*Superior Court—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : }  
No. 65. }  
Flavien Lottinville, Plaintiff ;

vs.  
Jean Edem Trottier and Jean Irénée Trottier, both  
manufacturers, doing business in partnership  
under the name and firm of J. E. Trottier & Fils,  
Defendants Insolvent.  
and

Pierre Léger Hubert, Curator.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned immoveables have been seized  
and will be sold at the respective times and place  
mentioned below. All persons having claims on  
the same, which the registrar is not bound to  
include in his certificate, under article 700 of the  
code of civil procedure of Lower Canada, are here-  
by required to make them known according to  
law. All oppositions *afin d'annuler, afin de dis-  
traire, afin de charge*, or other oppositions to the  
sale, are required to be filed with the undersigned,  
at his office, previous to the fifteen days next  
preceding the day of sale ; oppositions *afin de con-  
server* may be filed at any time within six days  
next after the return of the writ, to wit :

As belonging to the said Jean Edem Trottier,  
one of the insolvent defendants the following  
immovable :

An emplacement situate in the city of Three  
Rivers, on the south west side of Saint Roch street,  
known and designated as being number five hun-  
dred and one (501), on the official plan and book  
of reference of the registration cadastre for the  
city of Three Rivers—with a two story brick house,  
an axe manufactory, engine, boiler and utensils  
belonging to the said manufactory, and other  
dependencies.

To be sold at my office, in the city of Three  
Rivers, on the TWENTY SIXTH day of JUNE  
next, at TEN o'clock in the forenoon. The said  
writ returnable on the fifteenth day of July next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 20th April, 1886. 1566  
[First published, 24th April, 1886.]

### Licitation.

Province of Québec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 299.

#### LICITATION.

Public notice is hereby given that by and in  
virtue of a judgment of the Superior Court, sitting  
at Three Rivers, in the district of Three Rivers,  
on the twenty second day of March, one thousand  
eight hundred and eighty six, in a cause wherein  
Robert Henry McGreevy, of the city of Québec,  
contractor, is Plaintiff ; and Antonio Achille  
Leduc, of the parish of Bécancourt, as well in  
his own name as in his quality of executor of  
the last will and testament of the late Sévère  
Leduc ; Joël Leduc, of the city of Montreal, in  
his quality of curator to the entailed estate of the  
late Sévère Leduc aforesaid, in his lifetime, of  
the said parish of Bécancourt, Godfroi Caron,  
Sara Caron, wife separated as to property, by  
contract from James C. Malone, at the latter *mis  
en cause* to assist his wife for the purposes of  
these presents, and Dame Hélène Rivard Dufresne,  
in her quality of tutrix appointed in due course  
of law, to Edouard, Flore and Joseph Caron, minor  
children issue of her marriage with Michel Caron,  
in his lifetime, of the city of Three Rivers ; those  
last mentioned being all of the city of Three  
Rivers, Defendants, ordering the licitation of a  
certain immovable described as follows, to wit :

1. "Une terre sise et située au premier rang des concessions de la paroisse de Gentilly, avec un moulin à farine, un moulin à scie, leurs agrès, mouvements et tournants et autres bâties ci-dessus construites, circonstances et dépendances, étant connu et désigné par le numéro cinquante-quatre, des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Gentilly; à distraire de la dite terre, un terrain d'environ deux arpents de front sur environ trois arpents de profondeur, appartenant à Alexis Beauchesne."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience de la dite Cour Supérieure, en la dite cité des Trois-Rivières; sujet aux charges, clauses et conditions indiqués dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présents, elles seront forcloses du droit de le faire.

Trois-Rivières, le vingt-deuxième jour de mars mil huit cent quatre vingt six.

HONAN & TOURIGNY,  
Proc. ad litem du Demandeur.

1201 3

Robert H. McGreevy.

## Ventes par le Shérif.—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir: } DAME MARIANNE  
No. 1905. } POZER, Demanderesse; contre ROBERT MITCHELL et al., Esqualité, Défendeurs.

1. Le lot numéro quatorze, dans le douzième rang du canton de Ireland, contenant deux cents acres, connu et désigné comme lots numéros six cent cinquante-quatre (654) et six cent cinquante-cinq (655), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Ireland.

2. La partie sud-est du dit lot numéro quatorze, dans le dit douzième rang, contenant soixante et seize acres, connue et désignée comme partie du numéro six cent cinquante quatre (654), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ireland.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour le comté de Mégantic, à Inverness, le TRENTE UNLEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

AUGUSTE QUESNEL,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 24 mars 1886. 1211 2  
[Première] publication, 27 mars 1886.]

1. "A land situate and being in the first range of the concessions of the parish of Gentilly, with a grist mill, a saw mill, their fixtures, working machinery and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being known and designated by number fifty four, on the official plan and book of reference for the parish of Gentilly; to be reserved from the said land, a lot of about two arpents in front by about three arpents in depth, belonging to Alexis Beauchesne."

The immovable aforesaid mentioned will be sold by auction *à l'enchère* and adjudged to the highest and last bidder, on the FIRST day of JUNE next, court sitting, in the hearing room of the said Superior Court, in the city of Three Rivers, at TEN o'clock beforenoon; subject to the charges, clauses and conditions indicated in the charges book deposited in the office of the protonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Three Rivers, the twenty second day of March, one thousand eight hundred and eighty six.

HONAN & TOURIGNY,  
Attorneys *ad litem* for Plaintiff

1202

Robert H. McGreevy.

## Sheriff's Sales.—Arthabaska.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceeding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit: } DAME MARIANNE  
No. 1905. } POZER, Plaintiff; against ROBERT MITCHELL et al., Es-quality, Defendants.

1. Lot number fourteen, in the twelfth range of the township of Ireland, containing two hundred acres, known and distinguished as lots numbers six hundred and fifty four (654) and six hundred and fifty five (655), of the official plan and book of reference of the township of Ireland.

2. The south east part of said lot number fourteen, in said twelfth range, containing seventy six acres, known and distinguished as part of number (654) six hundred and fifty four, of the official plan and book of reference of the said township of Ireland.

To be sold at the registry office of the county of Mégantic, at Inverness, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of June next.

AUGUSTE QUESNEL,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 24th March, 1886. 1212  
[First published, 27th March, 1886.]

## Ventes par le Shérif—Beauce

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juri.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Beauce, à savoir: } NARCISSE SIMEON  
No. 1500. } HARDY, de la cité de  
Québec, marchand-libraire, Demandeur; contre  
HAMMOND GOWEN, de la paroisse de Québec,  
banlieue de la cité de Québec, avocat, et autres,  
Défendeurs.

Immeubles du dit Hammond Gowen, savoir :

1. Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Claire, sur le côté sud de la rivière des Abénakis, de quarante perches environ en superficie, et formant le lot numéro cent quinze (115), du plan et livre de renvoi du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Claire; borné au nord par la dite rivière des Abénakis, au sud et à l'ouest par le lot numéro cent seize (116), appartenant à Ignace Blais, et à l'est partie par le chemin public et partie par le dit lot d'Ignace Blais—circonstances et dépendances.

2. Un lot de terre situé en le canton de Shenley, étant le lot numéro vingt-quatre, du sixième rang, de la contenance de deux cents acres de terre en superficie—circonstances et dépendances.

3. Un lot de terre situé en le canton de Shenley, étant le lot numéro vingt-cinq, dans le sixième rang, de la contenance de deux cents acres en superficie—circonstances et dépendances.

4. Un lot de terre situé en le canton de Shenley, étant le lot numéro vingt-trois, dans le septième rang, de la contenance de deux cents acres en superficie—circonstances et dépendances.

5. Un lot de terre situé en le canton de Shenley, étant le lot numéro vingt-cinq, dans le septième rang, de la contenance de deux cents acres de terre en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendus, savoir: le lot en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Claire, le PREMIER jour de JUIN prochain, à MIDI; et les autres lots au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de juin prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 22 mars 1886. 1139 3  
[ Première publication, 27 mars 1886. ]

## Ventes par le Shérif.—Iberville.

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu

## Sheriff's Sales.—Beauce.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Québec.

Beauce, to wit: } NARCISSE SIMEON  
No. 1500. } HARDY, of the city of  
Québec, bookseller, Plaintiff; against HAMMOND  
GOWEN, of the parish of Québec, banlieue of the  
city of Québec, advocate, and others, Defendants.

Immovables belonging to the said Hammond Gowen, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte-Claire, on the south side of the river des Abenakis, of about forty perches in superficies, and forming lot number one hundred and fifteen (115), on the plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte-Claire; bounded to the north by the said river des Abénakis, to the south and to the west by lot number one hundred and sixteen (116), belonging to Ignace Blais, and to the east partly by the public road and partly by the said Ignace Blais—circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate in the township of Shenley, being lot number twenty four, of the sixth range, containing two hundred acres in superficies,—circumstances and dependencies.

3. A lot of land situate in the township of Shenley, being lot number twenty five, in the sixth range, containing two hundred acres in superficies,—circumstances and dependencies.

4. A lot of land situate in the township of Shenley, being lot number twenty three, in the seventh range, containing two hundred acres in superficies—circumstances and dependencies.

5. A lot of land situate in the township of Shenley, being lot number twenty five, in the seventh range, containing two hundred acres in superficies—circumstances and dependencies.

To be sold, to wit: the lot firstly described, at the church door of the parish of Sainte-Claire, on the FIRST day of JUNE next, at NOON; and the other lots at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint-François de la Beauce, on the SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the ninth day of June next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 22nd March, 1886. 1140  
[ First published, 27th March 1886. ]

## Sheriff's Sales.—Iberville.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, un-

de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.*  
Canada, }  
Province de Québec, } **D**AME PRÉCILLE DAI-  
District d'Iberville. } GNEAU, Demande-  
No. 158. } resse; contre JACQUES  
BARABÉ, Défendeur.

Une terre située au côté ouest, chemin divisant les paroisses de Sainte-Brigide et de Farnham, connue comme le lot No. 503, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Brigide, contenant cinquante-quatre arpents, soixante et trois perches et cent soixante et cinq pieds en superficie, plus ou moins—avec une maison et autre bâtisse y érigée.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Sainte-Brigide, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le deuxième jour de juin prochain.

Bureau du Shérif, } Shérif.  
Saint-Jean, 22 mars 1886. } 1179 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*  
Saint-Jean, à savoir : } **A**NTONIN D. GIRARD,  
No. 232. } Demandeur; contre  
ETIENNE LEBLANC, Défendeur.

Un lot de terre situé en la concession de la paroisse de Saint-George de Henryville, dans le district d'Iberville, connu comme le lot numéro 372, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, de la contenance de douze arpents en superficie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-George de Henryville, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

Bureau du Shérif, } Shérif.  
Saint-Jean, 24 mars 1886. } 1181 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit—District d'Iberville.*  
Saint-Jean, à savoir : } **D**EMOISELLE AMELIA  
No. 2743. } ROBERTSON *et al.*,  
Demanderesse; contre HILAIRE LAMOUREUX,  
père, *de-qualité*, Défendeur.

Une terre située dans la seigneurie de Léry, en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, étant partie du lot No. 3, de la cinquième concession, chemin Burtonville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous les numéros trois cent quarante-huit et trois cent quarante-neuf—sans bâtisses, de la contenance de quarante arpents, plus ou moins en superficie.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Saint-Cyprien, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

Bureau du Shérif, } Shérif.  
Saint-Jean, le 22 mars 1886. } 1177 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

der article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS**

*Superior Court—District of Saint-Hyacinthe.*  
Canada, }  
Province of Québec, } **D**AME PRÉCILLE DAI-  
District of Iberville. } GNEAU, Plaintiff;  
No. 158. } against JACQUES BA-  
RABÉ, Defendant.

A farm situate on the west side of the road dividing the parishes of Sainte-Brigide and of Farnham, known as lot No. 503, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Brigide, containing fifty four arpents, sixty three perches and one hundred and sixty five feet in superficies, more or less—with a house and other building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Sainte-Brigide, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the second day of June next.

Sheriff's Office, } Shérif.  
Saint John, 22nd March, 1886. } 1180  
[First published, 27th March, 1886.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Iberville.*  
Saint-John, to wit : } **A**NTONIN D. GIRARD,  
No. 232. } Plaintiff; against ETIEN-  
NE LEBLANC, Defendant.

A lot of land situated in the third concession of the parish of Saint-George de Henryville, in the District of Iberville, known as lot number 372, of the official plan and book of reference of the said parish, containing twelve arpents in superficies.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-George de Henryville, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fifteenth day of June next.

Sheriff's Office, } Shérif.  
Saint John, 24 March, 1886. } 1182  
[First published, 27th March, 1886.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court—District of Iberville.*  
Saint John's, to wit : } **M**ISS AMELIA RO-  
No. 2743. } BERTSON, Plaintiff;  
against HILAIRE LAMOUREUX, senior, *de-qualité*,  
Defendant.

A farm situated in the seignory de Léry, in the parish of Saint-Cyprien, in the district of Iberville, being part of the lot No. 3, in the fifth concession, Burtonville road, known and designated on the plan and book of reference of said parish of Saint-Cyprien, under the numbers three hundred and forty eight and three hundred and forty nine—without buildings, containing forty arpents in superficies, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Cyprien, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fifteenth day of June next.

Sheriff's Office, } Shérif.  
Saint John, 22nd March, 1886. } 1178  
[First published, 27th March, 1886.]

## Cour Supérieure.

Canada, Province of Québec, District d'Iberville, No. 9. } ANTONIN D. GIRARD, Demandeur; contre HORMIDAS MAYNARD, Défendeur.

1. Un lot de terre situé au côté est de la rue Saint-Jean, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cinq cent trente (530)—avec une maison en briques et autres bâtisses y érigées.

2. Une bâtisse (Pavillon), servant de rond à patiner, appartenant au dit Hormidas Maynard, situé et bâti sur un terrain connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous numéro soixante et sept (67), au côté ouest de la rue Richelieu, appartenant le dit terrain à Duncan Macdonald, écuyer, de la dite ville de Saint-Jean—avec tous les droits et privilèges appartenant au dit Hormidas Maynard, et suivant les conventions entre ce dernier et le dit Duncan Macdonald, mentionnées au bail fait entre eux.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de juillet prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 19 avril 1886. 1563 2  
[Première publication, 24 avril-1886.]

## Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistreur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Montmagny, No. 334. } CHARLES LANGLOIS, cultivateur, du township Montmini, est Demandeur; LA CORPORATION DU TOWNSHIP MONTMINI, corporation légale, ayant son principal bureau et lieu d'affaires dans le dit township Montmagny, Défenderesse; la dite corporation contre le dit Charles Langlois, savoir:

Une terre située en le township Montmini, connue et désignée sur le plan officiel et au livre de renvoi du cadastre du comté de Montmagny, pour le township Montmini, sous le No. 3a, formant partie du No. 7b, du troisième rang nord-est de la subdivision primitive du township Montmini; bornée au nord par un chemin public, au sud par le No. 3b, à l'ouest par le No. 4a, à l'est par le No. 20, contenant onze chaînes quatre-vingt-quatorze mailles de front sur quarante-deux chaînes de profondeur, formant une superficie de cinquante acres et vingt-trois perches (50.0.23)—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge des clauses et conventions en faveur de Louise Langlois, sœur du demandeur, mentionnées

## Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Iberville, No. 9. } ANTONIN D. GIRARD, Plaintiff; against HORMIDAS MAYNARD, Defendant.

1. A lot of land situate on the east side of Saint John street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under number five hundred and thirty (530)—with a brick house and other buildings thereon erected.

2. A building (Pavillon), serving as a skating ring, belonging to the said Hormidas Maynard, situate and built on a lot of land known on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under number sixty seven (67), on the west side of Richelieu street, belonging the said ground to Duncan Macdonald, esquire of the said town of Saint Johns—with all the rights and privileges belonging to the said Hormidas Maynard, and according to the agreement between the last and the said Duncan Macdonald, mentioned in the lease made between them.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns, on the TWENTY SIXTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty fourth day of July next.

CHS. NOLIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Johns, 19th April, 1886. 1564  
[First published, 24th April, 1886.]

## Sheriff's Sales.—Montmagny.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montmagny, No. 331. } CHARLES LANGLOIS, farmer, of the township Montmini, is Plaintiff; THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF MONTMINI, a legal corporate body, having its chief office and place of business in the said township of Montmagny, Defendant; the said corporation against the said Charles Langlois, to wit:

A land situate in the township of Montmini, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Montmagny, for the township of Montmini, under No. 3a, forming part of No. 7b, of the third range north east of the original subdivision of the township of Montmini; bounded to the north by the public road, to the south by No. 3b, to the west by No. 4a, to the east by No. 20, containing eleven chains and ninety four links in front by forty two chains in depth, forming in superficies fifty acres and twenty three perches (50.0.23.)—with house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge of the clauses and agreements in favor of Louise Langlois, sister of the Defen-

et énumérées dans l'acte de donation consentie par Charles Langlois et son épouse, à Magloire et Charles Langlois, leur fils, passé devant M<sup>re</sup> F. X. Talbot et son confrère, notaires, à Saint-Thomas, le 28 août 1861.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Montmagny, au palais de justice, dans la ville de Montmagny, LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le huitième jour de juillet prochain.

J. D. LEPINE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 17 avril 1886. 1543 2  
[Première publication, 24 avril 1886.]

### Ventes par le Shérif—Montréal.

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toute personne ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS.

Cour de Circuit pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE LOUISE  
No. 96. } T. DESRIVIERES, de  
la ville et du district de Terrebonne, veuve de feu Alexander McKenzie, Demanderesse; contre les terres et tenements de THOMAS A. EVANS, de Black Lake, dans le district d'Arthabaska, mentionné dans la cédule annexée au dit bref, Défendeur.

Un lopin de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, portant le numéro cent quatre-vingt (No. 180), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le dit quartier Saint-Laurent; borné en front par la rue Sherbrooke, et en arrière par une ruelle—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'août prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 19 mai 1886. 1881  
[Première publication, 22 mai 1886.]

Cour Supérieure.—(Warrant du Curateur.)

IN RE :

Montréal, à savoir : } JEAN-BAPTISTE PHA-  
No. 31. } RAND DIT MARCELLIN,  
commerçant, de la paroisse de Saint-Clet, dans le district de Montréal, Failli; et NAPOLEON ST. AMOUR, de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, dans le district de Montréal, curateur aux biens du dit Failli, dûment autorisé à l'effet de la saisie et vente des immeubles ci-après décrits, et requérant icelle saisie et vente en vertu de l'article 772 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada, tel qu'amendé par l'acte 48 Vict., chap. 22, sec. 6, les dits immeubles décrits

and mentioned and enumerated in the deed of donation consented to by Charles Langlois and his wife, in favor of Magloire and Charles Langlois, their Sons, passed before M<sup>re</sup> F. X. Talbot and his colleague, notaries, at Saint Thomas, on the 28th August, 1861.

To be sold at the registry office of the county of Montmagny, at the Court House, in the town of Montmagny, on MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of July next.

J. D. LEPINE,  
Sheriff's Office, Sheriff  
Montmagny, 17th April, 1886. 1544  
[First published, 24th April, 1886.]

### Sheriff's Sales.—Montreal.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### FIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Montréal.

Montréal, to wit : } DAME MARIE LOUISE T.  
No. 96. } DESRIVIERES, of the  
town and of the district of Terrebonne, widow of the late Alexander McKenzie, Plaintiff; against the lands and tenements of THOMAS A. EVANS, of Black Lake, in the district of Arthabaska, mentioned and described in the schedule annexed to the said writ, Defendant.

A lot of land situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montréal, bearing the number one hundred and eighty (No. 180), on the official plan and in the book of reference of the said Saint Lawrence ward; bounded in front by Sherbrook street, and in rear by a lane—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of August next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montréal, 19th May, 1886. 1882  
[First published, 22nd May, 1886.]

Superior Court.—(Curator's Warrant.)

IN RE :

Montréal, to wit : } JEAN BAPTISTE PHA-  
No. 31. } RAND DIT MARCELLIN,  
trader, of the parish of Saint-Clet, in the district of Montréal, Insolvent; and NAPOLEON ST. AMOUR, of the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, in the said district of Montréal, curator to the estate of the said Insolvent, duly authorized for the purposes of the seizure and sale of the immovables hereinafter described, and requiring the same by virtue of article 772 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, as amended by the Act 48 Vict., chap. 22, sec. 6, the said immovables

comme suit dans le dit Warrant du curateur, savoir :

1. Un emplacement situé à Coteau Station, dans la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent vingt-trois (123), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, contenant quatre perches en front sur quatre perches de profondeur ; borné en front par la rue Daoust—avec un hangar à grains en bois dessus construit ; aussi avec le droit de passage sur le numéro officiel cent vingt-deux, qui borne le susdit emplacement en arrière, pour communiquer à la montée ou route publique qui conduit au Coteau Landing.

2. Une terre sise et située au nord-est de la côte Saint Emmanuel, dans la paroisse de Saint-Clet, dans le comté susdit, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Clet, sous le numéro un (1), contenant trois arpents de largeur sur vingt et un arpents de longueur, le tout plus ou moins ; bornée en front par le chemin de la Reine ou chemin public de la dite côte Saint-Emmanuel—avec une grange dessus construite.

3. Une terre sise et située au même lieu, de forme irrégulière à sa base, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Clet, sous le numéro vingt-huit (28), contenant un arpent et demi de largeur au front sur environ quinze arpents de longueur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; bornée en front par le chemin public de la dite côte Saint-Emmanuel—sans bâtisses, mais en grande partie couverte en bois debout.

4. Une terre sise et située au même lieu, du côté sud-ouest de la dite côte Saint-Emmanuel, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Clet, sous le numéro soixante-deux (62), contenant trois arpents de largeur sur vingt et un arpents de longueur, le tout plus ou moins ; bornée en front par le chemin public de la dite côte Saint-Emmanuel—avec une grange et autres dépendances dessus érigées.

5. Une terre, un emplacement et une parcelle de terrain situés au côté nord-est de la concession Sainte-Anne Est ou Côte Rouge, au village de la dite paroisse Saint-Clet, composés des numéros officiels quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq et de partie de quatre-vingt-huit (84, 91 pt. 88), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Clet, et décrits comme suit, savoir : le No. 84, étant une terre contenant trois arpents de largeur sur environ vingt et un arpents de longueur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise et renfermée dans les bornes suivantes : en front au sud-ouest tenant aux emplacements portant les numéros officiels 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91 et 92, de la dite paroisse de Saint-Clet, en profondeur aux terres de la dite côte Saint-Emmanuel, d'un côté au chemin de descente de la dite côte Saint-Emmanuel, et de l'autre côté à la terre d'Évangéliste Dicaire—avec une grange et autres dépendances dessus érigées ; le No. 91, étant un emplacement mesurant deux perches et quinze pieds de largeur sur trois perches et onze pieds de profondeur ; borné en front par le chemin de la Reine ou chemin de la dite concession Sainte-Anne Est, en arrière par la susdite terre No. 84, d'un côté par le No. 90, et de l'autre côté par le No. 92—avec une maison en bois couverte en ferblanc, une remise et autres dépendances dessus érigées, et la partie du No. 88, étant une lièze de terre détachée de ce dit emplacement du côté sud d'icelui, de dix-huit pieds de largeur sur cent douze pieds de longueur ; borné en front par le chemin public de la dite concession Sainte-Anne Est, en arrière tenant à la dite terre No. 84, d'un côté au sud au No. 87, et de l'autre côté au nord au résidu du dit No. 88, la propriété actuelle de

described as follows in said curator's Warrant, viz :

1. An emplacement situate at Coteau Station, in the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, district of Montreal, known and designated under number one hundred and twenty three (123), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Polycarpe, containing four perches in front by four perches in depth ; bounded in front by Daoust street—with a wooden grain store thereon erected ; also with the right of passage on the official number one hundred and twenty two, which bounds the aforesaid emplacement in rear, to communicate with the ascent or public by-road leading to Coteau Landing.

2. A land situate and being to the north east of La Côte Saint Emmanuel, in the parish of Saint Clet, in the county aforesaid, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Clet, under number one (1), containing three arpents in width by twenty one arpents in length, the whole more or less ; bounded in front by the Queen's highway or the public road of said Côte Saint Emmanuel—with a barn thereon erected.

3. A land situate and being in the same place, of irregular outline at its basis, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Clet, under number twenty eight (28), containing one arpent and a half wide in front by about fifteen arpents in length, the whole more or less, without warranty as to precise measure ; bounded in front by the public road of the said Côte Saint Emmanuel—without buildings, but a great portion of same covered with standing timber.

4. A land situate and being in the same place, on the south west side of the said Côte Saint Emmanuel, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Clet, under number sixty two (62), containing three arpents in width by twenty one arpents in length, the whole more or less ; bounded in front by the public road of the said Côte Saint Emmanuel—with a barn and other dependencies thereon erected.

5. A land, an emplacement and part of a lot of land situate on the north east side of the concession Sainte Anne East or Côte Rouge, in the village of the said parish of Saint Clet, comprised of the official numbers eighty four, ninety one and part of eighty eight (84, 91 and part 88), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Clet, and described as follows, to wit : No. 84, being a land containing three arpents in width by about twenty one arpents in length, more or less, without warranty as to precise measure enclosed with the following bounds : in front to the south west by the emplacements officially numbered 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91 and 92, in the said parish of Saint Clet, in depth by the lands of the Côte Saint Emmanuel, on one side by the "chemin de descente" of the said Côte Saint Emmanuel, and on the other side by the land belonging to Évangéliste Dicaire—with a barn and other dependencies thereon erected ; No. 91, being an emplacement measuring two perches and fifteen feet in width by three perches and eleven feet in depth ; bounded in front by the Queen's highway or the road of the said concession Sainte Anne East, in rear by the aforesaid land No. 84, on one side by No. 90, and on the other side by No. 92—with a wooden house, covered with tin, a shed and other dependencies thereon erected, and the part of No. 88, being a strip of land detached from this said emplacement from the south side thereof, eighteen feet in width by one hundred and twelve feet in length ; bounded in front by the public road of the said concession Sainte Anne East, in rear by the said No. 84, on one side to the south by No. 87, and on the other side to the north by the remainder of

Naraisse Ménard—sans bâtisses; ces dits trois terrains Nos. 84, 91 et partie de 88, ainsi réunis comme ne formant qu'une seule exploitation.

6. Un terrain situé à la station de Sainte-Dominique des Cèdres, dans la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, sous le numéro cent seize (116), contenant quatre-vingt-quinze pieds et six pouces de largeur sur une longueur d'environ cinq cent onze pieds (95½ x 511 pds.); borné en front à l'ouest par le chemin public de la côte Saint-Dominique, en arrière à l'est par le No. 114, d'un côté au sud par le No. 117, et de l'autre côté au nord par le No. 473, la propriété de "La Compagnie de chemin de fer du Grand Tronc du Canada,"—avec un hangar à grains, une maison en bois, remise et autres dépendances dessus construites, mais à distraire de ce dit terrain, un emplacement de cinquante-quatre pieds de largeur sur cent pieds de longueur, enclavé au centre de la frontière du dit No. 116, a propriété actuelle de la dite Compagnie de chemin de fer du Grand Tronc du Canada.

Pour être vendus comme suit, savoir: 1. Le lot mentionné en premier lieu aux présentes, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, LUNDI, le QUATORZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. 2. Les lots mentionnés en deuxième, troisième, quatrième et cinquième lieux aux présentes, le dit jour, QUATORZE JUIN prochain, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clet, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi; et enfin le lot en dernier ou sixième lieu mentionné aux présentes, MARDI, le QUINZE JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph de Soulanges.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Shérif de Montréal.  
Montréal, 8 avril 1886. 1151 3  
[Première publication, 10 avril 1886.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE SUN LIFE ASSU-  
No. 792. } RANCE COMPANY OF  
CANADA, corps politique et dûment incorporé suivant la loi, et ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité de Montréal, en le dit district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME MARGARET McINTOSH, des cité et district de Montréal, veuve de feu John Blacklock, en son vivant, du même lieu, épicière, tant individuellement que comme ayant été commune en biens avec lui et comme légataire universelle et usufruitière en vertu de son testament et comme exécutrice du dit testament, et GEORGE CRUICKSHANK, de la dite cité de Montréal, marchand à commission, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, Défendeur.

1. Les six septièmes indivis de la moitié indivise d'un certain emplacement connu maintenant comme les deux tiers sud-est du lot numéro trois cent vingt-trois (¾ S. E. de 323), aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, contenant quarante pieds de largeur sur quatre vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Constant, en arrière par une ruelle en commun comprise dans la dite profondeur—avec deux maisons en briques à deux étages sus-érigées; sujet à l'usufruit de la dite défenderesse Dame Margaret McIntosh, veuve de feu John Blacklock, sa vie durant ou durant son présent veuvage selon le cas.

2. Les six-septièmes indivis de la moitié indivise d'un lot de terre situé en la dite cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, de la dite cité de Montréal, comme lot trois cent quarante-neuf (349); borné en front par la rue Saint-

said lot No. 88, now belonging to Naraisse Menard, —without buildings; those said three lots Nos. 84, 91 and part of 88, thus united as forming only one working farm.

6. A lot of land situate at the station of Saint-Dominique des Cèdres, in the parish of Saint-Joseph de Soulanges, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph de Soulanges, under number one hundred and sixteen (116), containing ninety five feet six inches in width by a depth of about five hundred and eleven feet (95½ x 511 feet); bounded in front to the west by the public road of la Côte Saint-Dominique, in rear to the east by No. 114, on one side to the south by No. 117, and on the other side to the north by No. 473, belonging to the Grand Trunk Railway Company of Canada—with a grain store, a wooden house, shed and other dependencies thereon erected, but reserving from said lot of land an emplacement of fifty four feet in width by one hundred in depth, enclosed within the middle of the front of said No. 116, now belonging to the Grand Trunk Railway Company of Canada.

To be sold as follows, to wit: 1. The lot herein firstly mentioned, at the parochial church door of the parish of Saint-Polycarpe, on MONDAY, the FOURTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. 2. The lots herein secondly, thirdly, fourthly and fifthly mentioned, on the said FOURTEENTH day of JUNE next, at the parochial church door of the parish of Saint-Clet, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon; finally the lot herein lastly or sixthly mentioned, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint-Joseph de Soulanges.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Sheriff of Montréal.  
Montréal, 8th April, 1886. 1152  
[First published, 10th April, 1886.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montréal.

Montréal, to wit: } THE SUN LIFE ASSU-  
No. 792. } RANCE COMPANY OF  
CANADA, a body politic and corporate duly incorporated according to law, and having their chief office and place of business at the city of Montréal, in the said district of Montréal, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME MARGARET McINTOSH, of the city and district of Montréal, widow of the late John Blacklock, in his lifetime, of the same place, grocer, as well individually and as having been commune en biens with him and as universal legatee in usufruct under his last will and testament and as executrix of said last will, and GEORGE CRUICKSHANK, of the said city of Montréal, commission merchant in his quality of executor of said last will, Defendants.

1. The undivided six sevenths of the undivided half of a certain emplacement now known as the two thirds south east of lot number three hundred and twenty three (¾ S. E. of 323), on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, of the city of Montréal, containing forty feet in width by eighty six feet in depth, english measure, more or less; bounded in front by Saint-Constant street, in rear by a lane in common, comprised within the said depth—with two two story brick house thereon erected. Subject to the usufruct of the said defendant, Dame Margaret McIntosh, widow of the late John Blacklock, during her lifetime or during her present widowhood, according to circumstances.

2. The undivided six sevenths of the undivided half of a lot of land situate in the said city of Montréal, known and designated on the official plan and book of reference for Saint-Laurent ward, of the city of Montréal, as lot three hundred and forty nine (349); bounded in front by Saint Lau-

Laurent—avec une maison en bois à un étage et remise en bois sus-érigés; sujet à l'usufruit de la dite Défenderesse Dame Margaret McIntosh, veuve de feu John Blacklock, sa vie durant ou durant son présent veuvage, selon le cas.

Pour être vendus, en mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de juin prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 24 mars 1886. 1185 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal, } **LA SOCIÉTÉ PERMA-**  
à savoir : No. 41. } **NENTE DE CON-**  
**STRUCTION JACQUES-CARTIER**, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **ANDRÉ DESAUTELS**, entrepreneur-maçon, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu François Payette, en son vivant, bourgeois, du même lieu, et aussi en sa qualité de tuteur à Marie Emélie, Marie Anna, Joseph Edouard, Alfred Amable et Napoléon Payette, enfants mineurs issus du mariage de Napoléon Payette et d'Emélie Cazalais, son épouse, de Saint-Henri, et **LOUIS GAUTHIER**, charretier, de Montréal susdit, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le codicile de feu Dame Thérèse Gareau, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, ès-qualité.

Deux lots de terre sis et situés en la ville de Saint-Henri, dans le district de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros quinze cent onze et quinze cent douze (1511 et 1512); bornés en front par la rue William, et d'un côté par la rue Regnaud—avec une maison en briques et dépendances sus-érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, **VENDREDI**, le **VINGT-HUITIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et un mai prochain.

J. F. DUBREUIL,  
Bureau du Shérif, Député Shérif  
Montréal, 24 mars 1886. 1183 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

**FIERI FACIAS.**

Montréal, à savoir: } **MESSEURS BEIQUÉ,**  
No. 294. } **McGOUN ET EMARD,**  
de Montréal, avocats, sur distraction de frais, Demandeurs; contre les terres et tenements de **J. A. CHARLAND**, des cité et district de Montréal, agent, opposant. Dans une certaine cause où les syndics de la paroisse de Saint-Vincent de Paul de Montréal, corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires à Montréal, étaient Demandeurs; et Joseph Melançon, de Montréal, notaire, défendeur, et le dit **J. A. Charland**, opposant.

Un lot de terre ou emplacement situé en le quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, en la paroisse de Saint-Vincent de Paul, de Montréal, connu et désigné sous le numéro mil quatre cent soixante et cinq (1465), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, de la dite cité; borné en front par la rue Fullum—avec deux maisons en bois lambrissées en briques, une distillerie, glacière et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-HUITIÈME** jour de **MAI**

rent street,—with a one story wooden house, and wooden shed thereon erected; subject to the usufruct of the Defendant Dame Margaret McIntosh, widow of the late John Blacklock, during her lifetime or during her present widowhood, according to circumstances.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of June next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 24th March, 1886. 1186  
[First published, 27th March, 1886.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal, } **THE JACQUES CAR-**  
to wit: No. 41. } **TIER PERMANENT**  
**BUILDING SOCIETY**, a body politic and incorporate having its chief business office in the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **ANDRÉ DESAUTELS**, master mason, of the city and district of Montreal, in his quality of curator to the entail created by the will of the late François Payette, in his lifetime, gentleman, of the same place, and also in his quality of tutor to Marie Emélie, Marie Anna, Joseph Edouard, Alfred Amable and Napoléon Payette, minor children issue of the marriage of Napoléon Payette and Emélie Cazalais, his wife, of Saint Henri, and **LOUIS GAUTHIER**, carter, of Montreal aforesaid, in his quality of curator to the entail created by the codicil of the late Dame Thérèse Gareau, Defendants.

Seized as belonging to the aforesaid Defendants, ès-qualité.

Two lots of land situate and being in the town of Saint Henri, in the district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under numbers fifteen hundred and eleven and fifteen hundred and twelve (1511 and 1512); bounded in front by William street, and on one side by Regnaud street—with a brick house and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on **FRIDAY**, the **TWENTY EIGHTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty first day of May next.

J. F. DUBREUIL,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 24th March, 1886. 1184  
[First published, 27th March, 1886.]

**FIERI FACIAS.**

Montreal, to wit: } **MESSEURS BEIQUÉ**  
No. 294. } **McGOUN AND EMARD,**  
of Montreal, advocates, sur distraction de frais, Plaintiffs; against the lands and tenements of **J. A. CHARLAND**, of the city and district of Montreal, agent, opposant. In a certain suit wherein "Les Syndics de la paroisse de Saint Vincent de Paul de Montréal," a body politic and corporate duly incorporated, having its place of business at Montreal, were Plaintiffs; and Joseph Melançon, of Montreal, notary, Defendant, and the said **J. A. Charland**, opposant.

A lot of land or emplacement situate in Sainte Marie ward, in the city of Montreal, in the parish of Saint Vincent de Paul, of Montreal, known and designated under number one thousand four hundred and sixty five (1465), on the official plan and book of reference of the said Sainte Marie ward, in the said city; bounded in front by Fallum street—with two wooden houses encased with brick, a distillery, ice-house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY EIGHTH** day of **MAY** next, at

prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de juin prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Bureau du Shérif, Montréal, 23 mars 1886.  
[Première publication, 27 mars 1886.]

TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of June next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,  
Sheriff's Office, Montréal, 23rd March, 1886.  
[First published, 27th March 1886.]

## Ventes par le Shérif - Outaouais.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

De la Cour Supérieure—Montréal.

Province de Québec, } LA COMPAGNIE DE  
District d'Ottawa, } LA NAVIGATION DU  
No. 835. } RICHELIEU ET D'ONTA-

RIO, corps politique dûment incorporé, ayant son principal bureau d'affaires et faisant affaires sous son titre corporatif susdit, en les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de LOUIS PHILOXIS LABOUGLIE, commerçant, du village de Buckingham, dans le district d'Ottawa, Défendeur, savoir:

Une étendue de terrain situé dans le village de Buckingham, comté d'Ottawa, étant les lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq et six, sur le côté nord de la rue appelée "Denis street", ainsi décrit en un plan fait par Rudolphe Rauscher, arpenteur provincial, daté à Buckingham, le huit octobre mil huit cent soixante-huit, et dont une copie dûment certifiée a été déposée dans le bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa, et maintenant connus sous les numéros 1-197, 2-196, 3-195, 4-194, 5-193 et 6-192 de plan cadastral et livre de renvoi du dit village de Buckingham—avec une maison en bois, hangar, écurie et autres bâtisses dessus érigées, et plantées d'arbres fruitiers et de vignes.

Les divers terrains suivants lui appartenant sujets à la faculté de remérer ci-après mentionnés tous sis et situés dans le comté d'Ottawa, savoir: le lot numéro vingt-cinq, dans le septième rang, la moitié nord du lot numéro vingt-six du cinquième rang, la moitié nord du lot numéro vingt-trois dans le sixième rang et les lots numéros vingt-quatre et vingt-cinq du sixième rang, tous dans le canton de Wakefield; et les lots numéros dix-neuf et trente du deuxième rang du canton de Portland West; les dits lots contenant ensemble huit cents acres de terre en superficie. Les dits lots ci-dessus mentionnés dans le canton de Wakefield, étant maintenant connus et désignés comme lots 25 dans le 7<sup>e</sup> rang (25, 7 Rang), N<sup>1</sup>/<sub>4</sub> 26, 5 rang, (26a, 5 rang) N<sup>1</sup>/<sub>4</sub> 23, 6<sup>e</sup> rang, (23a, 6 rang) 24 et 25, 6 rang, (24 et 25, 6 rang) du plan cadastral et livre de renvoi du dit canton de Wakefield.

Pour être vendus les dits lots situés dans les cantons de Wakefield et de Portland, au bureau du registrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le QUATRIÈME jour d'AOUT pro-

## Sheriff's Sales.—Ottawa.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

From the Superior Court—Montréal.

Province of Québec, } LA COMPAGNIE DE  
District of Ottawa, } LA NAVIGATION DU  
No. 835. } RICHELIEU ET D'ON-

TARIO, a body politic duly incorporated having its principal place of business and doing business under the corporate title aforesaid, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of LOUIS PHILOXIS LABOUGLIE, trader, of the village of Buckingham, in the district of Ottawa, Defendant, to wit:

A piece of ground situated in the village of Buckingham, county of Ottawa, being the lots numbers one, two, three, four, five and six, on the north side of the street called Denis street, thus described upon a plan made by Rudolphe Rauscher, provincial land surveyor, dated at Buckingham, the eighth day of October, one thousand eight hundred and sixty eight, and of which a copy duly certified was deposited in the registry office of the county of Ottawa, and now known as numbers 1-197, 2-196, 3-195, 4-194, 5-193, 6-192, of the cadastral plan and book of reference of the said village of Buckingham—with a wooden house, hangar, stable and other buildings thereon erected, and planted with fruit trees and grape vines.

The several lots following to him belonging subject to the faculty of remerer hereinafter mentioned, all situated and lying in the county of Ottawa, to wit: The lot number twenty five, in the seventh range, the north half of lot number six in the fifth range, the north half of lot number twenty three in the sixth range, and the lots numbers twenty four and twenty five in the sixth range, all in the township of Wakefield; and the lots numbers nineteen and thirty, in the second range of the township of Portland West; the said divers lots containing together eight hundred acres of land in superficies. The said above mentioned lots in the township of Wakefield, being now known and distinguished as to wit: 25 in the 7 range (25, 7 range), N<sup>1</sup>/<sub>4</sub> 26, 5 range, (26a, 5 range) N<sup>1</sup>/<sub>4</sub> 23, 6 range, (23a, 6 range) 24 and 25, 6 range, (24 and 25, 6 range), of the cadastral plan and book, of reference of the said township of Wakefield.

To be sold the said lots situated in the townships of Wakefield and of Portland, at the office of registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the FOURTH day of AUGUST next, at

chain, à DIX heures de l'avant-midi; et les lots situés dans le village de Buckingham, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le douzième jour d'août 1886.

LOUIS M. COUTLEE,  
Bureau du Shérif. Shérif.  
Aylmer, 19 mai 1886. 1895  
[Première publication, 22 mai 1886.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*De la Cour Supérieure—Ottawa.*

Province de Québec, } HENRY NEWELL  
District d'Ottawa. } BATE, de la cité d'Ottawa, dans le comté de Carleton, dans la province d'Ontario, marchand, Demandeur; contre les terres et ténements d'ELLEN FORREST, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa et province de Québec, femme de Patrick Maher, du même lieu, cultivateur, de son dit mari séparée quant aux biens et par lui dûment autorisée à l'effet de ses présentes, et le dit PATRICK MAHER, pour autoriser sa dite femme dans les présentes, Défenderesse; et N. A. Belcourt, avocat du demandeur, demandeur par distraction de frais, à savoir:

Un certain morceau ou lopin de terre sis et situé en la cité de Hull, dans le comté d'Ottawa, dans la province de Québec, connu et désigné au plan officiel et au livre de renvoi de la dite cité de Hull, comme le lot numéro quarante-neuf (49), dans le quartier quatre (4), dans la dite cité de Hull—avec deux maisons et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du registrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le CIN-QUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de juin 1886.

LOUIS M. COUTLÉE,  
Bureau du Shérif. Shérif.  
Aylmer, 16 mars 1886. 1133 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*De la Cour Supérieure—Montreal.*

Province de Québec, } JONATHAN HODGSON,  
District d'Ottawa. } GEORGE SUMNER,  
No. 2715. } THOMAS E. HODGSON et  
JAMES GARDNER, tous de la cité et district de Montréal, marchand et associés, faisant affaires ensemble comme tels sous le nom et raison de Hodgson & Co., et Messieurs Butler et Joseph Lighthall, de Montréal, avocats, sur distraction de frais, Demandeurs; contre les terres et ténements de THOMAS FITZGERALD, de Maniwaki, dans le district d'Ottawa, Défendeur, à savoir:

Un emplacement situé dans le village de Notre-Dame du Désert, dans le canton de Maniwaki, contenant cent pieds de largeur sur cent pieds de profondeur; borné en devant par le chemin public, en arrière par la Corporation des Révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie, d'un côté au sud-ouest par Antoine d'Amour, et de l'autre côté au nord-est par Xavier Laneville—avec une maison en bois de quarante-six pieds par vingt-quatre pieds et une boutique dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du registrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le QUATORZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour de juin 1886.

LOUIS M. COUTLEE,  
Bureau du Shérif. Shérif.  
Aylmer, 24 mars 1886. 1207 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

TEN o'clock in the forenoon; and the lots situated in the village of Buckingham, at the door of the church of the parish of Saint Grégoire de Nazianze of Buckingham, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twelfth day of August, 1886.

LOUIS M. COUTLEE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Aylmer, 19th May, 1886. 1896  
[First published, 22nd May, 1886.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*From the Superior Court—Ottawa.*

Province of Quebec, } HENRY NEWELL  
District of Ottawa. } BATE, of the city of Ottawa, in the county of Carleton, in the Province of Ontario, merchant, Plaintiff; against the lands and tenements of ELLEN FORREST, of the city of Hull, in the district of Ottawa and Province of Quebec, wife of Patrick Maher, of the same place, farmer, from her said husband separated as to property, and by him duly authorized for the purpose of the presents, and the said PATRICK MAHER, to authorize his said wife herein, Defendant, and N. A. Belcourt, Plaintiff's Attorney, Plaintiff par distraction de frais, to wit:

A certain parcel or tract of land situate and being in the city of Hull, in the county of Ottawa, in the Province of Quebec, known and designated on the official plan and book of reference of said city of Hull, as lot number forty nine (49), in ward four (4), in said city of Hull—with two dwelling houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of June, 1886.

LOUIS M. COUTLEE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Aylmer, 16th March, 1886. 1134  
[First published, 27th March, 1886.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*From the Superior Court—Montreal.*

Province of Quebec, } JONATHAN HODGSON,  
District of Ottawa. } GEORGE SUMNER,  
No. 2715. } THOMAS E. HODGSON  
and JAMES GARDNER, all of the city and district of Montreal, merchants and co-partners, doing business together as such under the firm name of Hodgson & Co., Plaintiffs; and Messrs. Butler and Lighthall, of Montreal, advocates, sur distraction de frais; against the lands and tenements of THOMAS FITZGERALD, of Maniwaki, in the district of Ottawa, Defendant, to wit:

An emplacement situate in the village of Notre-Dame du Désert, in the township of Maniwaki, containing one hundred feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by the public road, in rear by the Corporation of the Reverend Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie, on one side to the south west by Antoine D'Amour, and on the other side to the north east by Xavier Laneville—with a wooden house of forty six feet by twenty four feet and a shop thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of June, 1886.

LOUIS M. COUTLEE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Aylmer, 24th March, 1886. 1208  
[First published, 27th March, 1886.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*De la Cour Supérieure—Ottawa.*

Province de Québec, } JOSHUA ELLARD, du  
District d'Ottawa. } canton de Wright, dis-  
No. 401. } trict d'Ottawa, écuyer, com-  
merçant, Demandeur; contre les terres et terre-  
ments de HENRIETTE L'ÉCUYER, veuve de  
feu Antoine Morin, en son vivant, du canton de  
Wright, district d'Ottawa, cultivateur, en sa capa-  
cité de tutrice dûment nommée à Malvina Morin  
et Edmond Morin, enfants mineurs issue du  
mariage du dit Antoine Morin et d'Henriette  
L'Écuyer, Défenderesse, et Thos. P. Foran, De-  
mandeur par distraction de frais, à savoir :

Tout ce morceau ou lopin de terre ais et situé  
dans le canton de Wright, dans le district d'Ottawa,  
connu et désigné suivant le rôle d'évaluation du  
dit canton, comme les lots numéro quinze et seize  
du rang C, du dit canton de Wright, contenant  
douze acres de front sur dix-huit acres de profon-  
deur plus ou moins; borné comme suit, au côté  
sud par le lot numéro quinze du rang D du dit  
canton, à l'est par la propriété d'Alexis Morin, et  
de l'autre côté par la Rivière Gatineau—avec une  
maison en bois, une grange et autres bâties  
dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du registraire  
pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le  
QUATORZIÈME jour de JUIN prochain, à DIX  
heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le  
trentième jour de juin 1886.

LOUIS M. COUTLÉE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Aylmer, 24 mars 1886. 1209 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

## Ventes par le Shérif.—Québec.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que  
les TERRES et HERITAGES sous-mention-  
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.  
Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des  
réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de  
mentionner dans son certificat, en vertu de l'ar-  
ticle 700 du code de procédure civile du Bas-  
Canada, sont par le présent requises de les faire  
connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin  
d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou  
autres oppositions à la vente, excepté dans les cas  
de *Vendition Exponas*, doivent être déposées au  
bureau du soussigné avant les quinze jours qui  
précéderont immédiatement le jour de la vente ;  
les oppositions afin de conserver peuvent être  
déposées en aucun temps dans les six jours après  
le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } THOMAS LARIVIÈRE, de  
No. 520. } la cité de Québec, rentier ;  
contre NARCISSE LEGARE, de la paroisse de  
Charlesbourg, à savoir :

Le lot No. 181, du cadastre officiel de la paroisse  
de Charlesbourg, comté de Québec, étant un  
emplacement situé seigneurie de Saint-Ignace,  
concession Saint-Bernard—avec bâties.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de Charlesbourg, le VINGT-CINQUIÈME jour de  
JUN prochain, à DIX heures du matin. Le dit  
bref rapportable le trentième jour de juin pro-  
chain.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 22 avril 1886. 1591 2  
[Première publication, 24 avril 1886.]

FIERI FACIAS.

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CORPORATION DE LA  
No. 1558. } CITE DE QUEBEC; contre  
HONORE ROY, des cité et district de Québec,

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*From the Superior Court—Ottawa.*

Province of Québec, } JOSHUA ELLARD, of the  
District of Ottawa. } township of Wright, dis-  
No. 401. } trict of Ottawa, esquire,  
trader, Plaintiff; against the lands and tenements  
of HENRIETTE L'ÉCUYER, widow of the late  
Antoine Morin, in his lifetime of the township of  
Wright, district of Ottawa, farmer, in her capacity  
of tutrix duly named to Malvina Morin and  
Edmond Morin, minor children issue of the mar-  
riage of the said Antoine Morin and Henriette  
L'Écuyer, Defendant, and Thos. P. Foran, Plaintiff  
par distraction de frais, to wit :

All that piece or parcel of land lying and situate  
in the township of Wright, in the district of Otta-  
wa, known and distinguished according to the  
valuation roll of said township, as lots numbers  
fifteen and sixteen in range C, of said township of  
Wright, containing twelve acres on the front by  
eighteen acres of land in depth, more or less ;  
bounded as follows, on the south side by lot number  
fifteen in range D of the said township, on the  
east by property of Alexis Morin, and on the other  
side by the River Gatineau—with a house, barn,  
and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the registrar for the  
county of Ottawa, in the city of Hull, on the  
FOURTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock  
in the forenoon. The said writ returnable on the  
thirtieth day of June, 1886.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Sheriff  
Aylmer, 24th March, 1886. 1210  
[First published, 27th March, 1886.]

## Sheriff's Sales.—Québec.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized and will be sold at the respec-  
tive times and places mentioned below. All per-  
sons having claims on the same which the Regis-  
trar is not bound to include in his certificate, un-  
der article 700 of the Code of Civil Procedure of  
Lower Canada, are hereby required to make them  
known according to law. All oppositions *afin*  
*d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other*  
oppositions to the sale, except in cases of *Ven-*  
*dition Exponas*, are required to be filed with the  
undersigned, at his office, previous to the fifteen  
days next preceding the day of sale ; oppositions  
*afin de conserver* may be filed at any time within  
six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } THOMAS LARIVIÈRE, of  
No. 520. } the city of Québec, gentle-  
man; against NARCISSE LEGARE, of the parish  
of Charlesbourg, to wit :

Lot No. 181, of the official cadastre of the parish  
of Charlesbourg, county of Québec, being an  
emplacement situate in the seigniory of Saint-  
Ignace, concession Saint Bernard—with buildings.

To be sold at the parochial church door of  
Charlesbourg, on the TWENTY FIFTH day of  
JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The  
said writ returnable on the thirtieth day of June  
next.

ALLEYN &amp; PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 22nd April, 1886. 1592  
[First published, 24th April, 1886.]

FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } THE CORPORATION OF THE  
No. 1558. } CITY OF QUEBEC; against  
HONORE ROY, of the city and district of Québec,

en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu Salem Rousselle, à savoir :

Le lot No. 3673, du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, contenant quarante-trois pieds et deux pouces de front sur la rue Richmond, sur soixante et trois pieds et huit pouces de profondeur; borné à l'est par le No. 3674, et à l'ouest par le No. 3672, du dit cadastre—circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière de dix piastres, payable aux Dames Religieuses Ursulines de Québec, le premier novembre de chaque année, et aux conditions de l'acte de concession du 8 septembre 1815, devant M<sup>re</sup>. Planté, notaire, par les dites Dames Religieuses Ursulines, à Louis Plamondon et autres.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le troisième jour de juillet prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 22 avril 1886. Shérif. 1593 2  
[Première publication, 24 avril 1886]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DANS une cause où SIMEON No. 1149. } ALIAS LORIE LECLERC, de la paroisse de Sainte-Croix, dans le district de Québec, journalier, était Demandeur; BERNARD LECLERC, de la paroisse Sainte-Croix, dans le district de Québec, cultivateur, était Défendeur, et François-Xavier Leclerc, de la paroisse de Sainte-Croix, cultivateur et huissier, était opposant afin de distraire, et le dit Siméon alias Lorie Leclerc, était contestant; le dit Siméon alias Lorie Leclerc, contre le dit François-Xavier Leclerc, à savoir :

1<sup>o</sup> Le lot No. 292, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, étant une terre située continuation des terres de Sainte-Croix, contenant environ quarante-sept arpents cinquante perches en superficie—circonstances et dépendances.

2<sup>o</sup> Le lot No. 171, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Croix, étant une terre située au premier rang de la dite paroisse, contenant environ cinquante arpents et trente-huit perches en superficie—avec bâtiasses, circonstances et dépendances.

3<sup>o</sup> Le lot No. 172, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Croix, étant une terre située au premier rang de la dite paroisse, contenant environ six arpents et dix perches en superficie—circonstances et dépendances.

Pour être vendu comme suit, savoir : le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Louis de Lotbinière, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin; et les lots deuxièmement et troisièmement décrits, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Croix, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le huitième jour de juillet prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Québec, 22 avril, 1886. Shérif. 1589 2  
[Première publication 24 avril 1886]

Ventes par le Shérif.—Rimouski.

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire

in his quality of tutor to the minor children of the late Salem Rousselle, to wit :

Lot No. 3673, of the official cadastre of Saint John's ward, of the city of Quebec, containing forty three feet and two inches in front on Richmond street, by sixty three feet and eight inches in depth; bounded to the east by No. 3674, and to the west by No. 3672, of said cadastre—circumstances and dependencies. Subject to a ground rent of ten dollars, payable to the Dames Religieuses Ursulines of Quebec, on the first of November in each year, and to the conditions of the deed of concession of the 8th September, 1815, before M<sup>re</sup> Planté, notary, by the said Dames Religieuses Ursulines, to Louis Plamondon and others.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of July next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 22nd April, 1886. Sheriff. 1594  
[First published, 24th April 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } IN a cause wherein SIMEON No. 1149. } ALIAS LORIE LECLERC, of the parish of Sainte-Croix, in the district of Québec, laborer, was Plaintiff; BERNARD LECLERC of the parish of Sainte-Croix, in the district of Québec, farmer, was Defendant, and François-Xavier Leclerc, of the parish of Sainte-Croix, farmer, and bailiff, was opposant *afin de distraire*, and the said Siméon alias Lorie Leclerc, was the contending party; the said Siméon alias Lorie Leclerc, against the said François-Xavier Leclerc, to wit :

1<sup>o</sup> Lot No. 292, of the official cadastre of the parish of Saint Louis de Lotbinière, being a land situate continuation of the lands of Sainte-Croix, containing about forty seven arpents and fifty perches in superficies, circumstances and dependencies.

2<sup>o</sup> Lot No. 171, of the official cadastre of the parish of Sainte-Croix, being a land situate in the first range of the said parish, containing about fifty arpents and thirty eight perches in superficies—with buildings, circumstances and dependencies.

3<sup>o</sup> Lot No. 172, of the official cadastre of the parish of Sainte-Croix, being a land situate in the first range of the said parish, containing about six arpents and ten perches in superficies—circumstances and dependencies.

To be sold as follows, to wit: The lot firstly described, at the parochial church door of Saint Louis de Lotbinière, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon; and the lots secondly and thirdly described, at the parochial church door of Sainte-Croix, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighth day of July next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Québec, 22nd April, 1886. Sheriff. 1590  
[First published, 24th April, 1886.]

Sheriff's Sales—Rimouski.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*,

connaître suivant la loi. Toute opposition afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juge.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—Rimouski.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 1342. } **JOSEPH MORIN**, de la paroisse de Saint-Octave de Métis, charron, Demandeur; contre **JOHN CRAIG**, de la dite paroisse de Saint-Octave de Métis, cultivateur, Défendeur, savoir: Le lot numéro deux cent quatre (204), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Octave de Métis—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances,

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Octave de Métis, le PREMIER jour du mois de JUIN prochain, (1886,) à DIX heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de juin aussi prochain, (1886.)

**ALFR. MARTIN**,

Bureau du Shérif, Rimouski, 22 mars 1886. } Député Shérif. 1163 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

**VENDITIONI EXPONAS.**

*Cour Supérieure, siégeant à Québec.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 2388. } **LOUIS BILODEAU**, écuyer, de la cité de Québec, marchand et manufacturier de chaussures, Demandeur; contre **LOUIS RENÉ GAUVREAU**, Ecuyer, de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic, comté de Rimouski, notaire, en sa qualité de tuteur, dument nommé aux enfants mineurs issus du légitime mariage de Louis Antoine Dastous, et de feu Dame Margaret Jane Murray, Défendeur, savoir:

Un emplacement sis et situé en la ville de Saint-Germain de Rimouski, contenant en superficie vingt mille neuf cent soixante-quinze pieds (20975); borné en front par la rue Saint-Germain—avec ensemble une maison avec magasin, un hangar, une étable et autres bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Cet emplacement est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Germain de Rimouski, sous le numéro deux cent cinquante-huit (258). La vente de cet immeuble sera faite à charge par l'acquéreur, de payer à Edouard Onésiphore Martin, écuyer, Lieutenant-Colonel de milice, de la dite ville de Saint-Germain de Rimouski, une rente constituée annuelle de trente-six piastres courant, et ce, suivant les titres du dit Edouard O. Martin.

Pour être vendu à la folle-enchère de Arthur Prisque Letendre, écuyer, protonotaire de la ville de Saint-Germain de Rimouski, au bureau du shérif, en la dite ville de Saint-Germain de Rimouski, le SEIZIEME jour de JUIN prochain (1886), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt et un juin aussi prochain (1886). Nulle enchère ne sera acceptée sans qu'au préalable un dépôt de deux cent vingt piastres et quatre-vingt quatre centins soit mis entre les mains du shérif soussigné, par chaque enchérisseur.

**C. F. LAPOINTE**,

Bureau du Shérif, Rimouski, le 12 mai 1886. } Shérif. 1809  
[Première publication, 15 mai 1886.]

*afin de distraire, afin de charge or other oppositions to the sale, except in case of Venditioni Exponas are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next proceeding the day of sale; oppositions afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.*

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—Rimouski.*

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 1342. } **JOSEPH MORIN**, of the parish of Saint-Octave de Métis, wheelwright, Plaintiff; against **JOHN CRAIG**, of the said parish of Saint Octave de Métis, farmer, Defendant, to wit:

Lot number two hundred and four (204), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Octave de Métis—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Octave de Métis, on the FIRST day of the month of JUNE next, (1886), at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifth day of June also next, (1886.)

**ALFR. MARTIN**,

Sheriff's Office, Rimouski, 22nd March, 1886. } Deputy Sheriff. 1164  
[First published, 27th March, 1886.]

**VENDITIONI EXPONAS**

*Superior Court, sitting at Québec.*

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 2388. } **LOUIS BILODEAU**, Esquire, of the city of Québec, merchant and boot and shoe manufacturer, Plaintiff; against **LOUIS RENÉ GAUVREAU**, esquire, of the parish of Sainte Cécile du Bic, county of Rimouski, notary, in his quality of tutor duly appointed to the minor children, issue of the legitimate marriage of Louis Antoine Dastous, and the late Dame Margaret Jane Murray, Defendant, to wit:

One emplacement situate and being in the town of Saint Germain de Rimouski, containing in superficies twenty thousand nine hundred and seventy five feet (20975); bounded in front by Saint Germain street—together with a house and shop, a shed, a stable and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This emplacement is known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Germain de Rimouski, under number two hundred and fifty eight (258). The sale of this immovable will be made subject to the charge upon the purchaser of paying to Edouard Onésiphore Martin, esquire, lieutenant colonel of militia, of the said town of Saint Germain de Rimouski, an annual constituted rent of thirty six dollars currency, and this according to the titles of the said Edouard O. Martin.

To be sold for false bidding à la folle enchère of Arthur Prisque Letendre, esq., protonotary of the town of Saint Germain de Rimouski, at the sheriff's office, in the said town of Saint Germain de Rimouski, on the SIXTEENTH day of JUNE next, (1886), at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty first of June also next, (1886). No bid will be accepted without a previous deposit being made of two hundred and twenty dollars and eighty four cents, in the hands of the undersigned sheriff, by each bidder.

**C. F. LAPOINTE**,

Sheriff's Office, Rimouski, 12th May, 1886. } Sheriff. 1810  
[First published, 15th May, 1886.]

## Ventes par le Shérif—St. François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six ours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir: } **LA BANQUE DES**  
No. 694. } **L CANTONS DE**  
L'EST, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires en la cité de Sherbrooke, en le district de Saint-François, Demanderesse; contre les terres et ténements de **ALEXANDER WATERS**, du canton de Melbourne, en le dit district, et **HELEN WATERS**, du même lieu, veuve de feu Henry Waters, en son vivant, du même lieu, maintenant décédé, Défendeurs, à savoir:

Comme appartenant à la dite Helen Waters.

La moitié sud-est de la moitié nord-est du lot numéro dix-sept, dans le quatrième rang des lots du dit canton de Melbourne—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, en la ville de Richmond, en le dit district de Saint-François, le **VINGT-QUATRIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juillet prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 22 mars 1886. Shérif. 1141  
[Première publication, 22 mai 1886.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Saint-François, à savoir: } **ALFRED TAYLOR**,  
No. 773. } du village de Lennoxville, en le district de Saint-François, gentilhomme, Demandeur; contre les terres et ténements de **HIRAM T. ROWELL**, du canton de Clifton, en le dit district, Défendeur, à savoir:

Tout ce morceau ou lot de terre sis et situé en le canton de Clifton, connu comme les cent soixante et quinze acres est, plus ou moins, du lot numéro vingt-sept, dans le onzième rang du dit canton de Clifton; borné à l'ouest par les vingt-cinq acres ouest du dit lot—ensemble avec toutes les maisons, bâtisses et appartenances qui s'y trouvent.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le dit district de Saint-François, le **VINGT-TROISIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour d'août prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 19 mai 1886. Shérif. 1887  
[Première publication, 22 mai 1886.]

## Sheriff's Sales—St. Francis.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Saint Francis, to wit: } **THE EASTERN TOWN-**  
No. 694. } **SHIPS BANK**, a body corporate and politic, having its chief office and place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiffs; against the lands and tenements of **ALEXANDER WATERS**, of the township of Melbourne, in said district, and **HELEN WATERS**, of the same place, widow of the late Henry Waters, in his lifetime, of the same place, now deceased, Defendants, to wit:

As belonging to said Helen Waters.

The south east half of the north east half of the lot number seventeen, in the fourth range of lots in the said township of Melbourne—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in said district of Saint Francis, on the **TWENTY FOURTH** day of **JULY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of July next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 22nd March, 1886. Sheriff. 1142  
[First published, 22nd May, 1886.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Saint Francis, to wit: } **ALFRED TAYLOR**, of  
No. 773. } the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, gentleman, Plaintiff; against the lands and tenements of **HIRAM T. ROWELL**, of the township of Clifton, in said district, Defendant, to wit:

All that parcel or lot of land situate lying and being in the said township of Clifton, known as the east one hundred and seventy five acres, more or less, of the lot number twenty seven, in the eleventh range of the said township of Clifton, bounded on the west by the west twenty five acres of said lot—together with all and every the houses, buildings and the appurtenances thereon or thereunto belonging.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district of Saint Francis, on the **TWENTY THIRD** day of **JULY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of August next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 19th May, 1886. Sheriff. 1888  
[First published, 22nd May, 1886.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir: } A DAM PATON, du  
No. 645. } canton de Dur-  
ham, en le district d'Arthabaska, cultivateur,  
Demandeur; contre les terres et tenements de  
ALEXANDER WATERS, du canton de  
Melbourne, en le district de Saint François, Défendeur, à savoir:

Cette étendue de terre sise et située en le dit canton de Melbourne, composée de parties des lots numéros quatorze et quinze, dans le troisième rang des lots du dit canton de Melbourne, contenant ou supposée contenir environ soixante et dix acres de terre en superficie, plus ou moins, avec l'allocation ordinaire pour chemins publics; bornée au nord-est par les représentants de Isaac Cramer, au sud-ouest par les représentants d'un nommé Martin Bissell, d'un côté au sud-est par le chemin de la Reine, en suivant les sinuosités, et de l'autre côté au nord-ouest par partie du lot numéro treize, dans le dit troisième rang, aussi le droit à la source d'eau et à l'eau d'icelle et le privilège d'y abreuver les animaux, tel que réservé dans l'acte de donation par les représentants de feu Jeremiah Cramer en faveur de Rufus Jeremiah Cramer, telle que la dite étendue de terre se poursuit et comporte—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, et autres appartenances et dépendances en aucune manière y appartenant; à distraire cependant de la dite étendue telles parties qui ont été cédées aux Syndics de l'Eglise Wesleyan Methodist et maintenant en leur possession comme site et terrain d'une Eglise, et le site maintenant occupé par l'école de Melbourne, district numéro trois, pour maison d'école et fins scolaires.

Pour être vendue au bureau du régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, en la ville de Richmond, en le dit district de Saint-François, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de juin prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 17 mars 1886 1159 3  
[Première publication, 27 mars 1886.]

## Ventes par le Shérif-St. Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepte dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—Montreal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } CHRISTIAN SEY-  
No. 908. } BOLD ET JOHN  
PHILIP SEYBOLD, tous deux marchands, de la  
cité et du district de Montreal, associés, y faisant  
affaires comme tels, sous le nom et raison de  
"Seybold, Son & Co.," Demandeurs; contre

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit: } A DAM PATON, of the  
No. 645. } township of Durham,  
in the district of Arthabaska, farmer, Plaintiff;  
against the lands and tenements of ALEXANDER  
WATERS, of the township of Melbourne, in the  
district of Saint Francis, Defendant, to wit:

That certain tract or parcel of land situate and being in the said township of Melbourne, composed of portions of the lots numbers fourteen and fifteen, in the third range of lots in the said township of Melbourne, containing or supposed to contain about seventy acres of land in superficies, more or less—with the usual allowance for highways; bounded on the north east by the representatives of Isaac Cramer, on the south west by the representatives of one Martin Bissell, on one side to the south east by the Queen's highway as it winds and turns, and on the other side to the north west by part of lot number thirteen, in the said third range, also the right of the spring of water and of the waters thereof and the privilege of watering animals thereat, as reserved in the deed of donation by the representatives of the late Jeremiah Cramer to Rufus Jeremiah Cramer, as the said tract of land is and extends—with the buildings and improvements thereon erected and made, and other the appurtenances and dependences whatsoever thereunto belonging, or in any wise appertaining, deducting however from the said piece of land such portions of the same, as have been heretofore conveyed to and as are now in the possession of the trustees of the Wesleyan Methodist Church, as an for a Church site and grounds, and the site now occupied by Melbourne school, district number three, for school house and school purposes.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in said district of Saint Francis, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty sixth day of June next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 17th March, 1886. 1160  
[First published, 27th March, 1886.]

## Sheriff's Sales.—St. Hyacinthe.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit: } CHRISTIAN SEY-  
No. 908. } BOLD AND JOHN  
PHILIP SEYBOLD, both merchants, of the city  
and district of Montreal, partners, and there  
doing business as so under the name and firm of  
"Seybold, Son & Co.," Plaintiffs; against CHAR-

CHARLES GARCEAU, commerçant, de Saint-Césaire, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur, à savoir :

Un terrain sis et situé au village de Saint-Césaire, connu et désigné sous les numéros cent douze et cent treize (112 et 113), des plan et livre de renvoi officiels pour le dit village de Saint-Césaire; borné en front par la rue Saint-Paul, en profondeur et d'un côté F. Robidoux, et de l'autre côté à Joseph Archambault ou représentant — avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le douzième jour d'août 1886.

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 15 mai 1886. L. S. ADAM, Shérif. 1853.  
[Première publication, 22 mai 1886.]

LES GARCEAU, trader, of Saint Césaire, in the district of Saint Hyacinthe, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the village of Saint Césaire, known and design as the numbers one hundred and twelve and one hundred and thirteen (112 and 113), of the official plan and book of reference for the said village of Saint Césaire; bounded in front by the Saint Paul street, in depth and on one side F. Robidoux, and on the other side to Joseph Archambault or representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Césaire, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon. Writ returnable on the twelfth day of August 1886.

Sheriff's Office, Saint Hyacinthe, 15th May, 1886. L. S. ADAM, Sheriff. 1854.  
[First published, 22nd May, 1886.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze ours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières  
Trois-Rivières, à savoir : } HILAIRE FRIGON, No. 619. Demandeur; contre PHILIPPE DESAULNIERS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Prosper, dans le rang Sainte-Elizabeth, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Prosper, par le numéro deux cent cinquante-sept (257)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, le TRENTE ET UNIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 24 mars 1886. CHARLES DUMOULIN, Shérif. 1191 3.  
[Première publication, 27 mars 1886.]

Sheriff's Sales—Three Rivers.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.  
Three Rivers, to wit: } HILAIRE FRIGON, No. 619. Plaintiff; against PHILIPPE DESAULNIERS, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Prosper, in the range Sainte Elizabeth, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Prosper, by number two hundred and fifty seven (257)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Prosper, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of June next.

Sheriff's Office, Three Rivers, 24th March, 1886. CHARLES DUMOULIN, Sheriff. 1192.  
[First published, 27th March, 1886.]

INDEX HEBDOMADAIRE.

ANNONCES NOUVELLES.

Pages.

BUREAU D'EXAMINATEURS :  
Stanstead organisé en deux divisions.... 1095

ERECTION DE MUNICIPALITÉ :  
Village de Sainte-Pudentienne—avis de demande..... 1095

WEEKLY INDEX.

NEW ADVERTISEMENTS.

Pages.

APPOINTMENTS :  
Commissioners for small causes :  
Saint-Augustin, Two Mountains..... 1093

Justices of the peace :  
Gaspé ..... 1094

Local board of Health :  
Saint Denis of Saint Hyacinthe..... 1094

<b>ÉRECTION DE PAROISSE :</b>		<i>Member of the Council of Public Instruct :</i>	
Saint-Gédéon.....	1094	E. Crépeau.....	1094
<b>FAMILIS :</b>		<b>BOARD OF EXAMINERS :</b>	
<i>Assemblée :</i>		Stanstead organized into two divisions.	1095
Atkinson.....	1108	<b>CROWN LANDS :</b>	
<i>Cession :</i>		Auction of Phosphate lands — County	
Atkinson.....	1107	of Ottawa.....	1096
Guillette.....	1106	<b>INSOLVENTS :</b>	
Simard.....	1107	<i>Appointment :</i>	
<i>Dividende :</i>		Fugère.....	1107
Dme Boulais.....	1107	Pettigrew & Paradis.....	1106
Pelletier & Tardif.....	1108	Pouliot.....	1107
<i>Nomination :</i>		<i>Assignment :</i>	
Fugère.....	1107	Atkinson.....	1107
Pettigrew & Paradis.....	1106	Guillette.....	1106
Pouliot.....	1107	Simard.....	1107
<b>LETRES PATENTES, DEMANDE DE :</b>		<i>Dividend :</i>	
The Danville Slate Co.....	1100	Dme Boulais.....	1107
The Cascade Narrow Fabric Co.....	1101	Pelletier & Tardif.....	1106
The University Gazette Co.....	1101	<i>Meeting :</i>	
<b>MINUTES DES NOTAIRES, demande de transfert</b>		Atkinson.....	1108
J. E. Labadie, demande minutes, etc., de		<b>LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :</b>	
J. A. Labadie.....	1095	The Cascade Narrow Fabric Co.....	1101
<b>MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :</b>		The Danville Slate Co.....	1100
Canton Massé.....	1095	The University Gazette Co.....	1101
<b>NOMINATIONS :</b>		<b>MINUTES OF NOTARIES, application for</b>	
<i>Bureau local de santé :</i>		J. E. Labadie, applying for minutes, &c.,	
Saint-Denis de Saint-Hyacinthe.....	1093	of J. A. Labadie.....	1095
<i>Cour des commissaires :</i>		<b>MUNICIPALITY ERECTED :</b>	
Saint-Augustin, Deux Montagnes.....	1093	Notice of application for the village of	
<i>Juges de Paix :</i>		Sainte Pudentihne.....	1095
Gaspé.....	1094	<b>PARISH ERECTED :</b>	
<i>Membre du Conseil de l'Instruc. Publique :</i>		Saint-Gédéon.....	1094
E. Crépeau.....	1094	<b>RULES OF COURT :</b>	
<b>RÈGLES DE COUR :</b>		Davie vs. Campbell.....	1108
Davie vs. Campbell.....	1108	<b>SCHOOL MUNICIPALITIES :</b>	
<b>SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :</b>		Township Massé.....	1095
Dme Boulanger vs. Lamontagne.....	1102	<b>SÉPARATION FROM BED AND BOARD :</b>	
Dme Picher vs. Picher.....	1102	Dme Boulanger vs. Lamontagne.....	1102
<b>TERRES DE LA COURONNE :</b>		Dme Picher vs. Picher.....	1102
Enchères des terrains à Phosphates—		<b>SHERIFF'S SALES :</b>	
Comté d'Ottawa.....	1096	<b>MONTREAL :</b>	
<b>VENTES PAR LES SHERIFS :</b>		Dme Desrivières vs. Evans.....	1116
<b>MONTREAL :</b>		<b>OTTAWA :</b>	
Dme Desrivières vs. Evans.....	1116	Compagnie de Navigation du Richelieu	
<b>OTTAWA :</b>		et d'Ontario vs. LaBouglie.....	1120
Compagnie de Navigation du Richelieu		<b>SAINT FRANÇOIS :</b>	
et d'Ontario vs. LaBouglie.....	1120	Taylor vs. Rowell.....	1125
<b>SAINT-FRANÇOIS :</b>		<b>SAINT HYACINTHE :</b>	
Taylor vs. Rowell.....	1125	Seybold et al. vs. Garceau.....	1126
<b>SAINT-HYACINTHE :</b>			
Seybold et al. vs. Garceau.....	1126		
1909		1910	